



révéler cultiver réhabiter

- Territoires pionniers

Retour sur une décennie d'architectes en résidence
Territoires Pionniers | Maison de l'architecture - Normandie

*“ Partout dans le monde se multiplient
les situations d’urgence vitale auxquelles
nous devons mettre un terme. (...)
Nous avons besoin de trouver des
hommes et des femmes dans nos propres
sociétés qui ne se contentent pas de visi-
ter en touristes les régions en question,
mais y passent des années entières pour
collaborer avec ceux qui y sont chez eux
et sont eux-mêmes activement impliqués
dans l’élaboration de solutions concrètes.”*

*Arne Naess, Une écologie pour la vie.
Introduction à l’écologie
profonde, Seuil, 2017*

sommaire

6 édit

soutenir la culture de l'expérimentation
Frédérique Boura, DRAC Normandie

9 comprendre

- 10 **une architecture de l'immersion** - Territoires pionniers
- 12 **le Laboratoire des territoires : un dispositif pionnier**
- 14 **carte des résidences**
- 16 **résidences menée par Territoires pionniers en Normandie depuis 2010**
- 20 **inventaire**
- 22 **les résidences en images**

35 contributions

- 36 **construire avec les mots**
MEAT
- 50 **être là : disponibles**
Margaux Milhade avec la contribution de Camille Frechou
- 58 **pour une architecture de la rencontre**
Elise Giordano et Carine Ravaut
- 74 **Pour des territoires post-productifs**
Collectif Yaplusk
- 88 **Que bâtir face au dérèglement climatique ?**
Rémi Buscot et Camille Morin
- 102 **À mes ami.e.s urbanistes**
Oscar Gentil avec la contribution d'Alice Chenais et Jade Rudler, Atelier OLGa

117 portfolio

131 témoignages de terrain

- 132 Stéphane Héard
- 133 Christine Demetz
- 134 Erwan Patte
- 136 Olivier Chabert
- 137 Caroline Chanu
- 138 Christine Leconte

141 entretien

Explorer l'épaisseur d'un territoire
Elisabeth Taudière

153 écofiction

Boutures d'avenir
Territoires pionniers

159 postface

Quelle architecture pour le monde qui vient ?
Mathias Rollot

soutenir la culture de l'expérimentation

- Frédérique Boura

Frédérique Boura est directrice régionale des affaires culturelles de Normandie.

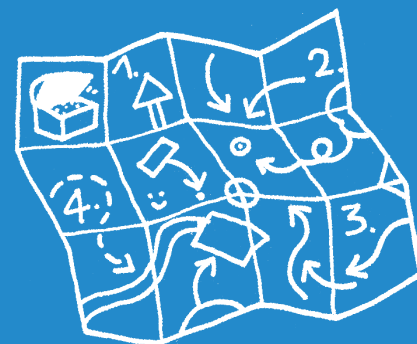
Les résidences d'architectes constituent une action culturelle forte par les formes d'expérimentation qu'elles ouvrent, la diversité des profils et des pratiques professionnels qu'elles révèlent, et l'intérêt qu'elles soulèvent auprès des habitants et autres publics les plus larges.

Déclinées depuis 2010 sur le territoire régional, tantôt en milieu rural, tantôt en milieu urbain, ces résidences sont le lieu et le temps de rencontres. La proximité du moment entre des professionnels, une population et un territoire permet d'en lire les héritages, les atouts puis les potentiels. Elle permet de créer entre ces mêmes professionnels, les élus, les services, les acteurs locaux, les habitants, une synergie de nature à nourrir aussi la réflexion créative des architectes.

La Direction régionale des affaires culturelles de Normandie soutient depuis l'origine ce programme de résidences en ce qu'il participe d'une politique culturelle de l'architecture et du cadre de vie, en termes de valorisation de l'architecture et de la création architecturale, toujours au bénéfice de la sensibilisation des publics.

Cette sensibilisation est cruciale lorsque l'on saisit comment elle induit notre entente sur notre façon d'habiter le monde, de le construire à l'aune de nos besoins, comment elle peut déclencher notre interrogation sur la durabilité de nos comportements pour ce qui concerne l'emprise et l'impact sur notre environnement.

L'architecture reste un vecteur d'expression permanent de la cité, de la société en train de se faire et de notre vivre ensemble. Le travail des résidences opère exactement à cet endroit. La réflexion qu'elles déclenchent, transversale et qualitative, fait Culture.



une architecture de l'immersion

- Territoires pionniers

Et si les architectes sortaient de leurs agences pour s'installer sur le terrain, et initier avec celles et ceux qui y vivent des transformations sociales et écologiques ? Depuis 10 ans, c'est ce que nous essayons de questionner en Normandie avec notre Laboratoire des territoires. En immersion dans un quartier ou une commune, les architectes que nous accueillons en résidence partagent le quotidien des habitants et habitantes, explorent avec eux les milieux où ils vivent, en révèlent les singularités, les richesses, les enjeux, réhabilitent les savoir-faire et imaginent des rites qui les relient à ces espaces vivants. Pendant plusieurs semaines, le territoire qu'ils partagent est sur la place publique, au cœur de toutes les attentions. Autour des résidents, toutes et tous se retrouvent et échangent. Petit à petit, les lignes bougent, des possibles s'ouvrent, amenant la communauté à repenser ses manières singulières d'habiter ici.

Au fil des années, ces expériences ont nourri nos questionnements, mis à l'épreuve nos certitudes, stimulé notre créativité, et bien des fois, engendré des surprises qui nous ont fait grandir. Les aventures humaines situées que sont ces résidences, ont fait évoluer notre approche de l'architecture, passant des espaces construits à une approche par les modes de vie, et de la possibilité d'une activation collective des lieux à celles d'une réhabitation des milieux.

À nos côtés, pendant cette décennie, les équipes accueillies, les collectivités et les institutions impliquées, les communautés locales associées, toutes et tous ont osé le pas de côté, et ouvert les voies vers de nouvelles pratiques, redonné du sens au fait d'habiter ensemble cet endroit en particulier.

Aujourd'hui prenons le temps de mesurer le chemin parcouru et d'imaginer où nous pourrions aller, ensemble. À quoi pourraient bien ressembler ces territoires pionniers que nous pourrions commencer à bâtir là où nous vivons ? Comment nous réapproprier collectivement l'architecture, comme l'art d'accueillir et célébrer la vie ?

le Laboratoire des territoires : un dispositif pionnier

A l'initiative de la direction régionale des affaires culturelles et de Territoires pionniers, la Normandie est la première région française à accueillir, depuis 2010, des architectes en résidence dans des bourgs ruraux, des quartiers urbains et en milieu périurbain.

Les résidences du Laboratoire des territoires ont une vocation particulière : révéler l'épaisseur culturelle des territoires et reconnecter les pratiques architecturales et les pratiques habitantes. Volontairement donc, ces résidences n'ont pas vocation à construire des objets architecturaux. Elles visent plutôt à ouvrir des espaces singuliers d'échange, de partage et de construction collective autour de la population d'une commune.

Reconnues aujourd'hui sur le plan national, les résidences d'architecture se développent partout en France, portées par des maisons de l'architecture ou d'autres acteurs culturels. Depuis janvier 2017, Territoires pionniers et la Maison régionale de l'architecture Pays de la Loire pilotent le groupe de travail dédié à ce dispositif au sein du Réseau des maisons de l'architecture et coordonnent la mise en œuvre de résidences d'architecture dans toute la France.

Des résidences révélant des territoires

En 2010, lors de leur première année, les résidences d'architectes normandes se sont déroulées dans deux établissements d'enseignement agricole. Les architectes se sont alors directement emparé·e·s du territoire plus large autour des établissements scolaires, et ont ainsi nourri les réflexions de toute la commune.

Dès la deuxième année, le dispositif a donc évolué pour faire en sorte que ces résidences puissent être accueillies directement par les communes, et qu'elles puissent ainsi bénéficier à l'ensemble des habitantes et des habitants du territoire. Le but est donc très vite devenu que les habitants d'une ville, d'un bourg ou d'un quartier puissent regarder autrement leur territoire et se réapproprier différemment leur lieu de vie et ses savoir-faire.

Les architectes en résidence (parfois accompagné·es de paysagistes, d'urbanistes ou d'artistes) sont accueilli·e·s pendant six semaines dans un territoire où ils sont en immersion, habitant et travaillant sur place.

De ce fait, le dispositif contribue à ouvrir le regard des habitants et des actrices et acteurs locaux sur les problématiques contemporaines liées à l'identité des villes et des territoires. Il permet également de susciter le débat sur la production architecturale, sur les usages et sur les modes de vie, ainsi que sur les liens entre l'habitat et l'environnement local, qu'il soit urbain, naturel ou agricole.

Durant leur temps de résidence, les architectes sont invité·e·s à rendre visible ce qui est là, à révéler des potentiels et des opportunités. Il ne s'agit pas de concevoir un projet, mais plutôt de produire une pensée, un récit commun, et de les partager avec celles et ceux qui vivent dans le territoire d'accueil. A l'issue de la résidence, une restitution de la démarche est organisée. Donnant lieu à un temps fort convivial, elle constitue un moment de valorisation et de rencontre ouvert à toutes et tous.

Pour une médiation active de l'architecture

En somme, le « Laboratoire des territoires » propose une nouvelle forme de médiation active de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage. Une médiation active qui se fait depuis et avec le terrain : ce ne sont pas les personnes qui vont à l'architecture, mais les architectes qui viennent sur des lieux de vie et qui partagent ainsi leur culture et leurs pratiques dans un territoire situé.

En cherchant à révéler l'existant, le « Laboratoire des territoires » revendique l'idée que l'architecture est accessible à toutes et tous. En abordant ces enjeux par les modes de vie et les lieux de vie, les résidences d'architectes proposent de mettre un maximum de monde autour d'une table dans le but de lancer des dynamiques nouvelles au sein d'une commune donnée.



Le Laboratoire des territoires

Résidences 2010 - 2021

résidences menées par Territoires pionniers depuis 2010

2010 | École d'horticulture de St-Gabriel-Brécy (Calvados) - Faire dialoguer l'école et le bourg

Marie-Pierre Bernard, architecte, et Sophie Popot, urbaniste

2010 | Lycée agricole de Sées (Orne) - Partager des espaces, mutualiser des usages

Rémy Claden et Marion Josserand, architectes
cargocollective.com/marionjosserandarchi/

2011 | Ceton (Orne) - Faire remonter l'eau à la surface

Chrystel Moreau, Manuel Battle, architectes, Bureau d'intervention sur le paysage, et Christophe Trianneau-Carrere, musicien, Malou Eon, metteuse en scène
www.bipbook.com

2011 | Graignes-Mesnil-Angot (Manche) - Explorer les modes de vie

Simon Deprez et Eléonore Latattut, architectes, études territoriales curieuses
www.etc-projects.eu

2012 | Trévières (Calvados) Le laboratoire rural - Regarder le singulier, dévoiler l'insolite

Simon Durand et Camille Delaunay, architectes
laboratoire-rural.tumblr.com

2012 | Mortain (Manche) Camembert et science-fiction - Filmer le bourg du futur

Collectif Etc
directmortain.tumblr.com

2013 | Sainteny (Manche) Les bruits qui courent - Redonner l'envie d'habiter là

Elise Giordano, architecte, et Carine Ravaud, scénographe
lesbruitsquicourent.tumblr.com

2014 | Crèvecœur-en-Auge (Calvados) La halte en mouvement - Réunir un réseau de producteurs locaux

Matthieu Blin, architecte, et Antoine Derrien, paysagiste DPLG, atelier MaDe
madeincrevecoeur.wordpress.com/

2014 | Chef-du-Pont (Manche) Point de fuite - Ouvrir des passages dans le paysage

Fanny Bulliot, diplômée d'État en architecture, et Marie Casasola, designer d'espaces
residence-cdp.weebly.com

2014 | Caen - quartier du Chemin Vert (Calvados) L'archishow du Chemin Vert - Révéler les pépites du quartier

Aurore Wasner et Emilie Queney, architectes et designers d'espace, collectif Hopscotch
larchishowduchemintvert.wordpress.com

2015 | Avranches (Manche)

- Produire le territoire autrement

Collectif Yaplusk
www.yaplusk.org/

2016 | La-Ferrière-aux-Etangs (Orne)

- Mettre en récits un ensemble de relations

Clara Delmond et Adrien Picandet, architectes
laferriereauxetangs.wordpress.com/

2017 | Lisieux (Calvados)

La République en résidence

- Expérimenter des usages sur une place publique

Jade Rudler et Alice Chénais, architectes urbanistes, OLGa, et Oscar Gential, architecte urbaniste
republiqueenresidence.wordpress.com/

2018 | Valdallière (Calvados)

Habiter Valdallière

- Rassembler autour de 14 bâtiments disponibles

Margaux Milhade, diplômée d'État en architecture, et Camille Frechou, paysagiste et jardinière
habitervalldalliere.wordpress.com/

Cette résidence fait partie de la 1^{re} session de «résidences d'architecture» en France portée par le Réseau des maisons de l'architecture et ses partenaires.

2018 | Picauville (Manche)

Regagner la place publique !

- Inventer des rituels pour faire commune

Inès Winckler, César Bazin, Octave Giaume, architectes, Atelier+1
picauville2018.wordpress.com/

Cette résidence fait partie de la 1^{re} session de «résidences d'architecture» en France portée par le Réseau des maisons de l'architecture et ses partenaires.

2018 | Hermanville-sur-mer (Calvados)

Relier le bourg à la mer

Antoine Seguin, diplômé d'État en architecture, et Jérémie Dru, photographe, GVNG
hermanvillegang.tumblr.com/

2019 | Regnéville-sur-mer (Manche)

Cap sur Regnéville

- Imaginer la transformation écologique du littoral

Rémi Bucot, diplômé d'État en architecture, et Camille Morin, designer
capsurregneville.tumblr.com/

2019 | Vire Normandie (Calvados)

Expérimentons Sainte-Anne

- Redonner vie à un lavoir

Benoit Ramos, diplômé d'État en architecture, et Pierre Bouvier, designer, U//Lab - Laboratoire urbain
participationsteanne.wixsite.com/ulab/accueil

Cette résidence fait partie de la 2^e session de «résidences d'architectes en France» portée par le Réseau des maisons de l'architecture et ses partenaires.

2020 | Caen (Calvados)

Quartier Caponière 2030

- Dessiner la ville en transition

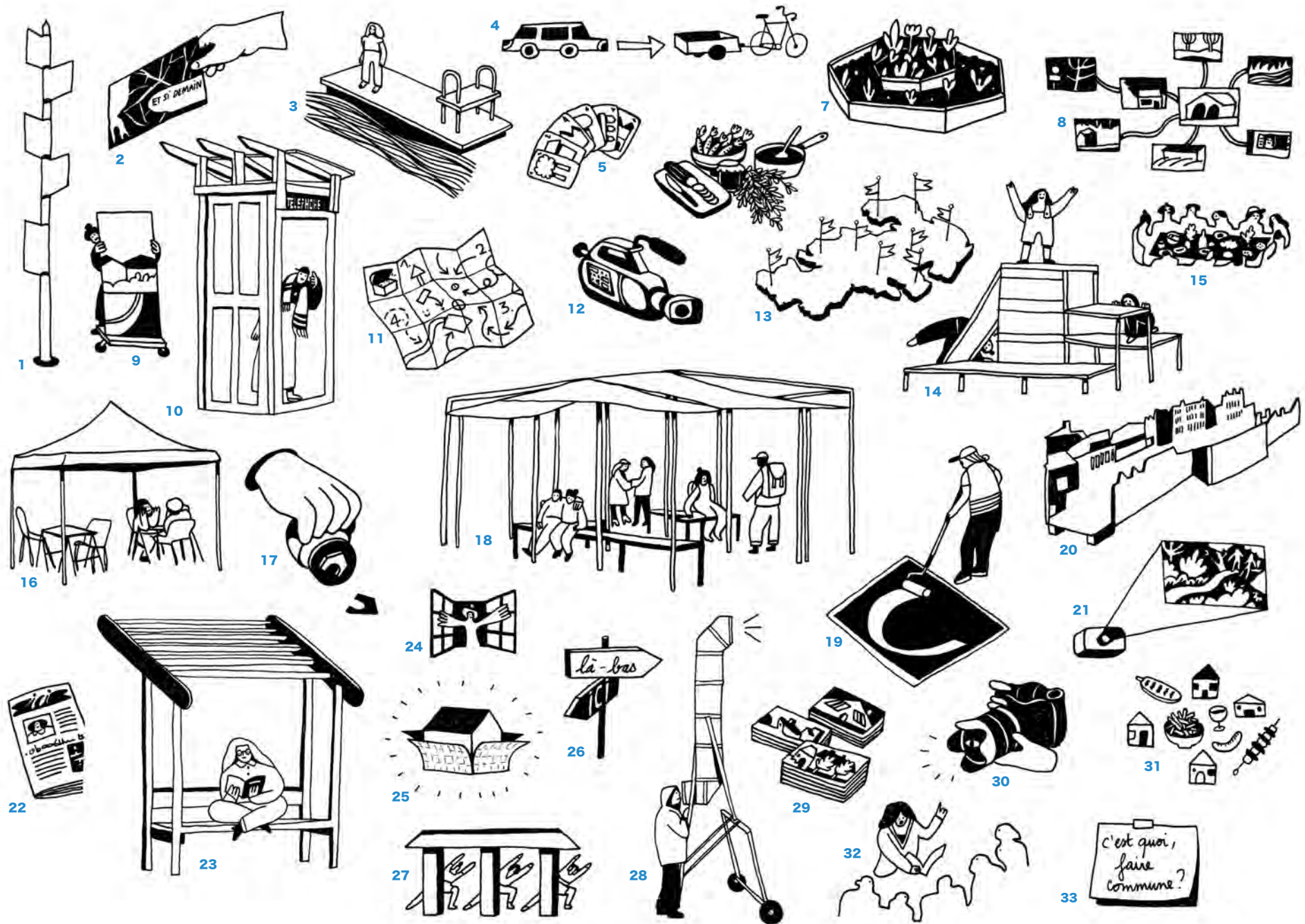
Nicolas Coury, Caroline Moroni et Hippolyte Sapin, diplômés d'État en architecture, Association Akpé
associationakpe.wixsite.com/associationakpe/blog

Cette résidence fait partie de la 3^e session de «résidences d'architecture en France» portée par le Réseau des maisons de l'architecture et ses partenaires.

2021 | Saint-Sauveur-Villages (Manche)

Envisager le territoire par ses bassins-versants

Chloé Gautrais, Maud Corcoral et Rose Hewins
stsauveurvillagesbioregion.wordpress.com/



1. Mat de cognac | 2. Récit prospectif | 3. Construction d'une plateforme | 4. Atelier mobile | 5. Jeu de 7 familles | 6. Recette de cuisine | 7. Jardinage et plantations | 8. Atlas | 9. Miroir mobile | 10. Cabine téléphonique transformée | 11. Chasse au trésor | 12. Court-métrage | 13. Carte des ressources | 14. Jeux pour les enfants | 15. Banquet | 16. Récolte de témoignages | 17. Cartographie

subjective | 18. Mobilier urbain | 19. Peinture au sol | 20. Maquette | 21. Projection | 22. Journal local | 23. Banc renversé | 24. Fenêtre fictive | 25. Bâtiment habillé | 26. Parcours balisé | 27. Chorégraphie | 28. Périscope | 29. Cartes postales | 30. Reportage photographique | 31. Marché de producteurs et artisans | 32. Balade théâtralisée | 33. Récolte de témoignages







8



9



10







17



18

1. Balade insolite à Hermanville-sur-Mer
2. Chantier avant ouverture de l'atelier à Valdallière
3. *République artistique*, journée de peinture collective sur la place de la République à Lisieux
4. *République ludique*, expérimentation de jeux d'enfants et de la piétonisation d'une rue à proximité des écoles sur la place de la République à Lisieux - crédit : Vincent Manuel
5. Vers le chantier du lavoir commune à Vire - crédit : U//Lab
6. *Regagnons la place publique !*, journée festive pour l'installation d'un mât de cocagne et l'inauguration de mobilier urbain à Picaucville
7. Dégustation de la cuvée 2030 et rencontre festive au château de Regnéville-sur-Mer
8. Des sujets pour dialoguer lors d'une rencontre publique à Valdallière
crédit : Milhade-Frechou
9. *De l'or en(tre les) barres*, immeuble habillé de couvertures de survie dans le quartier du Chemlin Vert à Caen
10. Réunion de suivi dans l'atelier de Yaplusk à Avranches
11. Chantier participatif et plantations à Crèvecœur-en-Auge
12. Rencontre avec les élèves du lycées agricole de Sées
13. *Châteaux creux*, atelier de sérigraphie mené avec le collectif de graphistes caennais *J'aime beaucoup ce que vous faites* à partir des dessins des écoliers à Trévières
14. Sauces et plats préparés par le cuisinier Maxine Caneli à partir de produits locaux et de plantes récoltées par les enfants dans les champs de Valdallière - crédit : Milhade-Frechou
15. Explorations avec les écoliers dans le bourg d'Hermanville-sur-Mer - crédit : Gang
16. Petites annonces dans le *Picautroc*, cabine téléphonique transformée en espace d'information et d'échange de services à Picaucville
17. Le périscope lors d'une balade proposée pour le Mois de l'architecture contemporaine en Normandie à Trévières
18. Premières rencontres lors du lancement de la résidence dans le quartier Sud-Ouest à Caen
crédit : Alban Van Wassenhove



contributions



construire avec les mots

- MEAT

Clara Delmond est diplômée d'État en architecture et urbaniste. Adrien Picandet est architecte HMONP. Ils font partie des co-fondateurs de meat architectures et territoires. En 2016, ils ont été accueillis en résidence à La Ferrière-aux-Etangs (Orne), petite commune rurale du Pays de Flers.

La résidence de La Ferrière-aux-Etangs a été la première mission sur laquelle nous nous sommes engagés après notre diplôme. Pendant nos études, nous étions un petit groupe d'amis ayant progressivement développé une culture de projet commune. Nous avons pris l'habitude de travailler ensemble. Chaque exercice de projet, chaque semestre était l'occasion de développer des méthodes de travail collectives. A l'été 2015, certains ont décidé de partir pour Paris afin de poursuivre leur formation au DSA de l'EAVT¹ ou bien d'initier une première expérience professionnelle en agence. Tous les deux, on a fait le choix de rester encore un peu en Auvergne, de prendre le temps de savoir où l'on avait envie d'atterrir. Pour toutes et tous, le contexte de l'école n'avait pas été un temps de remise en question. On était dans une sorte de découverte progressive du métier d'architecte. On adhérait aux principes d'élargissement de la profession : ne pas se cantonner à l'acte de bâtir, ne pas désolidariser la pratique et la recherche, développer une pratique heuristique. On construisait alors beaucoup de nos convictions par la négative. On avait aussi beaucoup d'a priori

¹ Diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture et urbanisme proposé par l'École d'architecture de la ville & des territoires de Marne-la-Vallée.

sur le milieu professionnel mais il nous fallait maintenant envisager comment exercer : avec qui, où, et comment ?

C'est par l'école d'architecture de Clermont-Ferrand que l'on a eu connaissance de l'appel à candidature de Territoires pionniers. Le texte de présentation du « Laboratoire des territoires » faisait écho à de nombreux sujets que nous avions eu l'occasion d'aborder et qui nous tenaient à cœur : la ruralité, le travail in-situ, les modes de représentation, etc. Le cadre de la résidence résonnait pour nous comme une sorte de carte blanche où la seule condition était celle d'habiter sur place, de s'installer là-bas. En fait, c'était un peu le prolongement de l'école et l'occasion pour nous de tester *nos premiers mots*.

Nous nous positionnions comme des *explorateurs* : un creusois et une corrézienne en expédition dans un territoire que nous avions eu l'occasion de traverser et où nous ne nous étions jamais arrêtés. Nous proposons *d'explorer les limites floues qui existent entre ville et campagne*, d'aller à la rencontre des *marges et de leurs transformations*, d'investiguer un *paysage en mouvement*, de *révéler l'ordinaire* d'une situation... La chose la plus frappante aujourd'hui dans notre proposition était cette volonté d'affirmer que nous ne pouvions pas savoir ce que nous allions proposer.² Nous partions d'une idée qui nous semblait assez évidente : *de la lecture naît la construction de projet*. Nous n'avions pas de vision d'une finalité. Il n'y avait pas d'images de référence mais plutôt un vocabulaire commun que nous souhaitions partager et confronter au terrain. On pourrait presque parler d'une doctrine à tester.

Pour écrire cet article, on a pris le temps d'aller fouiller dans l'ensemble des documents que nous avons produits : note d'intention, lettre de candidature, le journal de bord d'Adrien, notre atlas des paysages, les retranscriptions d'entretiens, les photos, etc. Revenir sur ces documents nous a avant tout fait prendre conscience de la confiance qu'ont pu avoir Elisabeth et Nathalie. Nous venions d'une école très engagée sur la question du projet d'architecture en milieu rural et cela recoupait le travail développé par Territoires pionniers. Il y avait entre nous des références et un langage commun. Cependant, si la Maison de l'architecture était

le commanditaire de cette mission, il s'agissait de travailler à La Ferrière-aux-Etangs. Il nous fallait tisser des liens avec un maire, des élus, les associations, les institutions locales, les habitantes et habitants. Face à ces interlocuteurs, nos mots étaient à construire, tout comme le projet.

Notre contribution propose ainsi un découpage en trois parties afin de revenir sur des temps précis de notre résidence. Il ne s'agit pas de transcriptions fidèles, mais chaque extrait – parfois de l'ordre de l'anecdote – fait écho à notre pratique actuelle. Celle d'une jeune agence d'architecture qui souhaite s'engager dans des processus de construction, qu'ils soient territoriaux, paysagers ou architecturaux.

1 | quiproquo

« Tu crois qu'ils pensent qu'on va construire une résidence pour accueillir des architectes ? » (Adrien, après quelques jours de résidence)

La première semaine de résidence était dédiée à la récolte d'informations et à l'arpentage. Nous découvrons La Ferrière-aux-Etangs pour la première fois. Notre premier rendez-vous consistait à nous rendre chez Monsieur le Maire qui souhaitait nous accueillir autour d'un verre avec sa femme. Sa maison était située dans le bourg du village juste à côté du gîte où nous résidions. Les propriétaires du gîte étaient également conviés. Madame Julien faisait partie du conseil municipal. Tous étaient ravis de nous accueillir sur leur commune pour ces quelques semaines. Au fur et à mesure de la soirée, nous comprenions plus précisément le contexte de cette résidence. Ce n'était pas une commande du conseil municipal. Le maire avait saisi une occasion initiée par l'agglomération de Flers. Il n'y avait pas d'attente particulière.

Il n'y avait pas de projet en cours.

Il y avait des idées : amener la nature en ville, faire des continuités, des squares.

Il y avait des sujets à gérer, des commerçants inquiets, des habitants mécontents, des normes à appliquer.

On se souvient d'un maire confus, un peu perdu. Il ne savait pas trop quoi attendre de cette résidence. « C'est le temps de six semaines, quatre mois, il n'y aura sûrement pas de suite... »

² Lors de nos premiers échanges avec Elisabeth Taudière et Nathalie Lemarchand, alors co-directrices de Territoires pionniers, on entendait souvent : « Mais concrètement ? »

S'enchaînent ensuite une série de rencontres aux formats divers. Nous avons défini des rendez-vous à l'avance et programmé des temps d'arpentage plus libres en voiture, en vélo ou à pied dans le village. L'idée était de récolter un maximum d'informations et de témoignages. Nous cherchions de la matière afin de pouvoir tout de suite commencer à construire un atlas des paysages de La-Ferrière-aux-Etangs.

“La fabrication d'un atlas critique du territoire contribue à faire émerger ses énergies actives, ses ressources mais aussi ses absences. Ce temps doit être la clé permettant au territoire de se révéler, de s'ouvrir et de devenir identifiable par tous. En ce sens, lire c'est déjà projeter.”³

Très vite, nous avons buté sur une première difficulté. Les personnes que nous rencontrions ne comprenaient pas le but de notre venue. Nos interlocuteurs étaient dans l'attente d'un résultat, d'un objet palpable. Le mot « résidence » posait question. S'il est assez commun de parler d'une résidence d'artiste ou d'artiste en résidence, l'association du terme à la profession d'architecte n'est pas évidente. Pourquoi venir habiter ici de façon temporaire ? Pour quel projet ? La mairie avait déjà été rénovée, la maison de retraite n'avait pour le moment pas besoin d'être agrandie, le lotissement était déjà viabilisé. S'il est assez commun de parler d'une résidence d'artiste ou d'artiste en résidence, l'association du terme à la profession d'architecte n'est pas évidente. Pourquoi venir habiter ici de façon temporaire ?

Nous avons eu besoin de revenir sur nos mots, sur ce qu'est un architecte. C'était un premier défi de taille : un travail de dialogue auprès du public sur ce qu'est une résidence d'architecte et plus largement sur la façon dont nous envisageons notre métier, les disciplines qu'il embrasse, les compétences qu'il mobilise, et la grande variété de missions qui le concernent.

Nos interlocuteurs étaient très différents : maire, élus, techniciens, architectes, anciens du village, commerçants, agriculteurs, collégiens... Avant même d'avoir une idée précise de l'aboutissement de cette résidence et du contenu qui ferait office de restitution, nous devions justifier en permanence l'objet de notre présence.

2 | Reformulation

« Commune, je préfère commune, village je n'aime pas trop » (Mme Beaumont)

« Le bourg ne meurt pas, il se déplace » (un commerçant de La Ferrière-aux-Etangs)

Une chose marquante quand on rencontre des habitants en milieu rural, c'est une sorte de facilité à exprimer un discours du « c'était mieux avant ». Les commerçants se plaignent du manque de clients, les anciens regrettent le temps où la mine employait plus de la moitié des hommes du village, on parle des cinquante bars du village dans les deux encore ouverts, des jeunes qui partent et qui ne reviennent pas, etc.

On est dans une période où la question du rapport ville / campagne connaît une forte actualité. En termes de planification territoriale, la nouvelle agence nationale de la cohésion des territoires et les programmes qu'elle met en œuvre ont un impact important sur le milieu rural. Le sentiment de délaissement n'est pas nouveau dans le discours des élus ruraux, cependant on observe une sorte d'institutionnalisation d'un vocabulaire basé sur un constat pessimiste des territoires : les villes moyennes doivent se revitaliser, il faut reconquérir les centres-bourgs et réinventer la métropole. Cette vision amène à uniformiser les territoires, à les ranger dans des cases et tend à mettre en place des réponses génériques. Le constat est posé et il s'agit de proposer des projets pour inverser la tendance, la courbe.

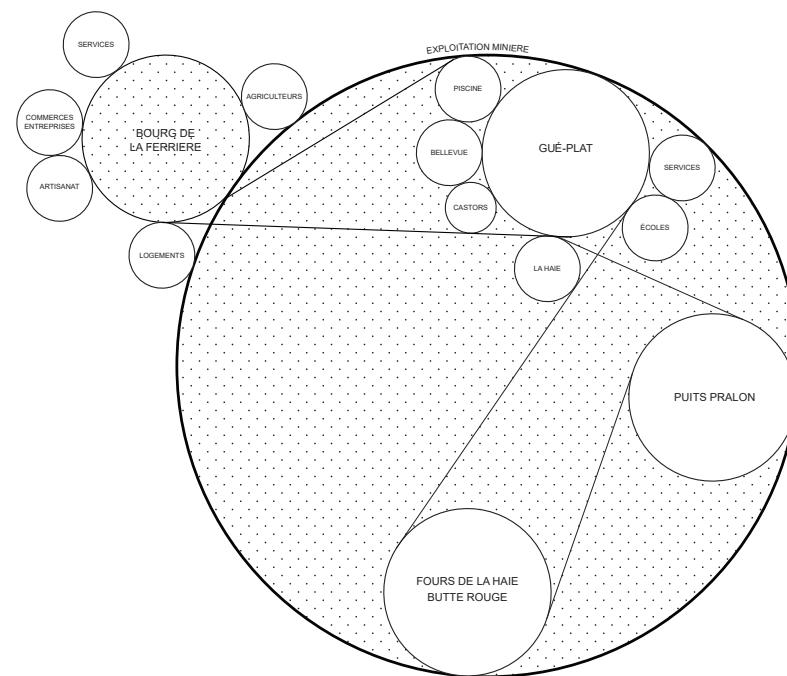
Le principe de la résidence met alors en avant un rôle particulièrement intéressant que peut prendre l'architecte. Avec un œil extérieur, il s'agit de donner à voir une autre représentation du territoire, plus complexe et tournée sur le déjà-là. L'idée est de regarder le dessous des cartes et des analyses statistiques et économiques. À La Ferrière, l'*Atlas des paysages émergents* avait cette vocation d'enclencher une lecture renouvelée du territoire : vue d'ensemble d'images historiques, de propos d'habitants, d'initiatives en cours, etc. C'était l'idée de rendre visible. L'Atlas était un prétexte aux rencontres et le support de nos discussions. Comme base à nos échanges, nous avons convoqué la notion de paysage. L'atlas se décomposait en trois types de paysages, trois états : les *paysages oubliés*,

³ Extrait de notre note de candidature, Clara Delmond et Adrien Picandet, septembre 2015

les *paysages cultivés* et les *paysages rêvés*. Le pluriel était important. Il nous permettait de ne pas tomber dans des descriptions génériques et d'appuyer sur le multiple, sur les particularités. Les trois qualificatifs (oubliés, cultivés, rêvés) renvoyaient à différentes temporalités. Sans tomber dans le passé, présent, futur, il s'agissait de focaliser l'attention sur des histoires qui confrontaient des ressources et des êtres. Nous voulions insister sur le caractère mouvant du paysage, qui se fait et se refait en fonction de l'exploitation des ressources présentes, humaines ou non-humaines, matérielles ou immatérielles.

L'atlas prenait la forme de fragments collés les uns à côté des autres. Il y avait des extraits d'entretiens, des cartes postales historiques, des photographies que des habitants nous avaient scannées, d'autres que nous avons nous mêmes réalisées. Il y avait aussi des cartes postales écrites et dessinées par les collégiens. Nous ne voulions pas désolidariser notre regard de celui des habitants qui participaient à son élaboration.

L'atlas était un outil qui nous permettait de briser la glace. Il nous permettait de rendre plus palpable notre travail et lors de chaque temps fort, il faisait parler de lui. Il s'amplifiait. On avait l'idée un peu naïve qu'il était un peu objet mouvant lui aussi, qui pouvait être enrichi au fil du temps. Cependant, nous ne voulions pas que notre travail s'arrête à une simple retranscription. Nous avons l'ambition d'enclencher une dynamique de projet. Pour cela, il nous fallait déconstruire le mythe de la mine. La Ferrière-aux-Etangs s'était bâtie autour de l'exploitation du fer. La mine avait fermé dans les années 70 et l'économie du territoire s'en était trouvée extrêmement perturbée. Nous avons alors réalisé une série de cartographies : *la constellation*. Sur ces cartes, il ne s'agissait pas de représenter la géographie du territoire : pas de bocages, pas de minerai de fer, pas de courbes de niveau. Nous voulions mettre en avant les personnes et les institutions que nous avons rencontrées, décrire les écosystèmes en place, leurs synergies et leur impact spatial. A travers une série de cartes, nous opposons alors l'époque de la mine qui correspondait à un système fermé, à une constellation d'acteurs et de ressources beaucoup plus large, plurielle et diversifiée qui prenait place dans le présent et se concrétisait par des actions locales.



1. Atlas des paysages émergents - Exposition place Buron, avril 2016
2. Constellation à l'époque de la mine, Constellation Place Buron

3 | Mise en récit

En début de semaine, l'installation du barnum du comité des fêtes sur la place Buron ne trompe personne. Elle annonce un curieux événement : la restitution. Plus qu'une simple exposition, il s'agit de rendre la semaine active. Le programme est chargé : sortie à vélo avec l'amicale cyclotourisme, visite à la ferme du Champsecret, classe en plein air avec les primaires, atelier sérigraphie, vernissage, etc. Claire, Simon, Lucille, Camille, Justine, Marion et Félicien sont présents. Pour chaque temps fort, ils sont venus participer. Leur aide pour ce dernier weekend est la bienvenue.

Vendredi 29 avril 2016 - 17h30 : Vernissage de l'exposition.

Lever de rideaux, les deux bâches blanches de l'entrée du barnum sont ouvertes. Les panneaux d'affichage électoral sont de sortie. Ils sont les supports de la scénographie de notre exposition. Le public est au rendez-vous pour partager un moment festif. La météo n'est pas en notre faveur, des trombes d'eau s'abattent sur la place Buron et poussent les gens à se réfugier à l'intérieur. On reconnaît tous les visages qui ont jalonné nos six semaines ici. La constellation dessinée se matérialise sous nos yeux et prend tout son sens. Pour la première fois, ces *personnes ressources* que nous sommes allées rencontrer : habitants, associations, entrepreneurs, artistes, professeurs, collégiens, commerçants, agriculteurs, artisans, élus, sont rassemblées en un même lieu, se saluent parfois pour la première fois ou se connaissent déjà pour beaucoup.

Samedi 30 avril 2016

Le ciel est dégagé et c'est de bon augure pour la journée qui s'annonce. Nous avons choisi de conclure cette résidence par un dernier arpentage, en passant par les lieux clés illustrés et projetés, que nous appelons *situations* et *opportunités*. Loin d'être utopiques, nous avons choisi de raconter ces réalités présentes ou possibles par le dessin et le récit. Elles sont la synthèse des rencontres d'habitants/acteurs qui *cultivent* leur territoire, et des découvertes de lieux, d'initiatives aux potentiels évidents ou insoupçonnés. « Les Randonneurs », « les Marcheuses » et les autres associations avec qui nous avons travaillé depuis le début répondent présent. La veille, nous avons attisé la curiosité des autres en les conviant à cet après-midi sur le terrain.

Le parcours commence, tout le monde discute comme pour un départ en rando. A chaque arrêt, le groupe se rassemble. Adrien – avec sa voix qui porte – lit les récits que nous avons écrits. Ils entremêlent des situations imaginées et des situations existantes. Difficile de démêler le vrai du faux. Dans leurs mains, les participants disposent des cartes postales sur lesquelles prennent place des images. Idem, sur certaines images on trouve de simples dessins des lieux et sur d'autres, les lieux se transforment pour accueillir de nouveaux programmes. Ce moment précieux nous fait prendre conscience que nous avons fait un grand pas. Ces personnes que nous avons identifiées et matérialisées sur notre constellation font enfin connaissance. Elles discutent du projet, de leur territoire et de la manière dont ils s'investissent localement. Nous devenons spectateurs et pourrions presque les laisser continuer leur route et marcher ensemble, échanger sous le barnum autour des restes de crêpes et de poiré. Nous devenons spectateurs et pourrions presque les laisser continuer leur route et marcher ensemble, échanger sous le barnum autour des restes de crêpes et de poiré.

Lors de la seconde phase de la résidence, nous avons utilisé un outil que nous avons eu l'occasion de développer lors de nos projets de fin d'étude : les *micro-fictions*. Nous avons réalisé une série de textes et d'images qui avait pour but de donner à voir les pistes de projet que nous avions envisagées. En effet, il nous semblait particulièrement important de ne pas rester dans une simple observation du territoire. Nous souhaitions enclencher le projet.

La situation initiale du récit était la place Buron. Son nom commun : la place rouge. Pas de passé particulièrement communiste derrière ce nom, mais une histoire de sol et de fer. Il s'agissait d'une ancienne terre agricole appartenant à la société minière. Terrain vague, zone commerciale, parking, on lui avait attribué depuis beaucoup de fonctions. Quand nous sommes arrivés à La Ferrière, un débat assez conflictuel opposait les commerçants et certains habitants. Trois commerçants avaient choisi de se regrouper sous une SCI afin de construire un nouveau bâtiment commercial et de s'installer sur la place Buron. Les nouveaux commerces venaient tout juste d'ouvrir. Tandis que certains trouvaient la situation plus accessible, plus confortable et les locaux plus spacieux, d'autres regrettaient le dynamisme du vieux bourg. Nous avons alors utilisé les micro-

fiction pour replacer la situation de la place Buron dans une dynamique plus large. Nous nous sommes emparés du sujet de l'arrivée de trois commerçants supplémentaires pour construire de nouveaux récits : ancrés dans une réalité présente mais tournés vers des futurs désirables.

Depuis, il est difficile de savoir comment ont évolué les récits esquissés. En 2017, des ateliers urbains se sont tenus à La Ferrière, Bellou et Messei, 9 secteurs de projets ont été retenus. En 2020, le maire a été réélu. 53% des votes. Taux de participation de 57%, soit 317 votes sur 1076. Thierry Olivier, un agriculteur et producteur de cidre et de poiré, avec qui nous avons beaucoup échangé, a présenté une liste. Il fait maintenant partie du conseil municipal en tant qu'élue de l'opposition. Flers est entrée dans le programme Action Coeur de Ville. Le Département de l'Orne va débloquent 1,5 millions d'euros pour soutenir les collectivités dans la revitalisation de leur centre-bourg dans le cadre de son plan de relance.

De notre côté, nous continuons à convoquer la fiction et le récit sur différents projets. C'est un sujet qui nous tient à cœur. Nous l'envisageons comme un outil de conception et de dialogue fondamental qui, à travers les histoires racontées, modèle les représentations mentales d'un territoire. Si les substances du territoire peuvent être vues, les variations et les mécanismes de ces substances restent flous. Lors de la restitution de notre travail de résidence à La Ferrière, nous avons joué sur l'écart qui existe entre réalité et fiction, entre des récits racontés et des histoires inventées. Tout récit littéraire est obligatoirement fictionnel, irréel – c'est ce que dit Paul Ricoeur. Mais la fiction n'est pas opposée au réel. Elle constitue une expérience temporelle. Elle propose des alternatives, des possibles. L'idée n'est pas de dresser un grand récit, mais des possibles, multiples et déjà en œuvre. Sans désolidariser les mots du dessin, il s'agit de pouvoir sortir des logiques de diagnostic, de scénario et de fiches actions qui régissent tous les cahiers des charges des études urbaines ou territoriales. L'enjeu est d'arrêter de segmenter : de ne pas opposer la question du déjà-là, des processus et des écosystèmes en place de la question du projet. La mise en récit a ainsi cette capacité à complexifier la question du projet d'architecture. Tout en la rendant intelligible pour l'ensemble de nos interlocuteurs, elle permet de ne pas désolidariser l'intervention architecturale de son ancrage territorial.

■
En tant que jeunes architectes, l'accès à la commande n'est pas évident. Ainsi, c'est à travers des cadres souvent à la marge des pratiques conventionnelles que nous avons pu continuer à travailler ensemble : résidences d'architectes, appels à idées, appels à manifestation d'intérêt, expositions, colloques de recherche, résidences d'artistes, etc. Chacune de ces expériences opère un décalage vis-à-vis des cadres conventionnels. Un décalage géographique d'abord, qui nous amène à travailler sur des territoires souvent à la marge des grands pôles métropolitains, des secteurs tendus, là où des transformations silencieuses s'opèrent. Un décalage dans les modes de gouvernance ensuite, où des opérateurs jouent le rôle d'intermédiaires, entre les collectivités et l'architecte (maison de l'architecture, Ateliers Médicis, PUCA, école d'architecture, etc.). Un décalage enfin dans les réponses que nous proposons, où l'acte de bâtir n'est que très ponctuellement la solution envisagée et où la construction du projet de territoire passe aussi par le choix des mots, la mise en place d'espaces de dialogue et la confiance acquise avec les acteurs impliqués.

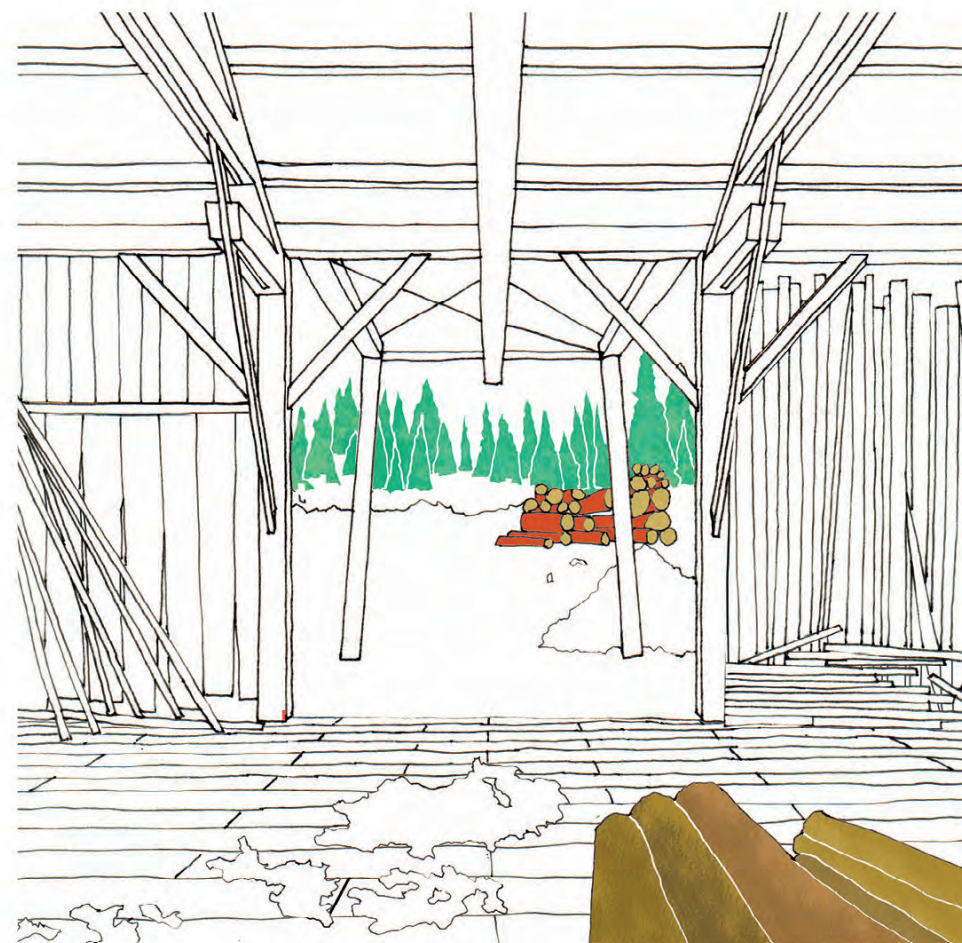
Ces cadres de commandes nous passionnent. Chaque situation est l'occasion d'interroger la place de l'architecture dans la construction des projets de territoire mais aussi le positionnement que nous, concepteurs, souhaitons occuper : faut-il passer ou rester ? Faut-il attendre ou provoquer la commande ? Faut-il envisager l'architecture comme un service de proximité ?

Ce retour d'expérience à La Ferrière-aux-Étangs permet ainsi d'éclairer certains de ces questionnements et dessine des pistes de réponses à débattre.

D'abord, la question des territoires ruraux aujourd'hui ne doit pas naître d'une volonté de "revitaliser" un territoire. La question du rural est plurielle. Il n'y a pas un rural mais des territoires complexes. Chacun a sa propre histoire, a connu ses propres mutations, et doit se représenter son présent pour sortir d'une image généralisée trop souvent défaitiste. Ainsi, ces commandes à la marge sont autant des occasions de déconstruire et de reformuler les a priori que de proposer de nouvelles représentations. Avec la mise en place de son Laboratoire des territoires, Territoires pionniers agit dans ce sens et peut être défini comme un relais de service public, une sorte de guichet à disposition des collectivités permettant de proposer

des réponses là où un déficit d'architecture se fait sentir.⁴ Et si les organismes qui dispensent des conseils et des prescriptions sur l'aménagement du territoire ne manquent pas (CAUE, UDAP, architectes-conseils, etc.), Territoires pionniers semble ici déplacer le curseur en proposant des espaces de rencontre, des lieux d'investigation, des modes d'action où le projet architectural est envisagé comme un processus mené in-situ et collectivement, où convergent des ressources et des savoirs. En cela, le dispositif de résidence proposé par Territoires pionniers participe à cette subversion de la discipline architecturale et urbaine qui, comme l'explique Sébastien Marot, opère un *“renversement à la faveur duquel le site devient la matrice du projet tandis que le programme est utilisé comme un instrument d'exploration, de lecture, d'invention et, en somme, de représentation du site.”*⁵

Aujourd'hui, peu de cadres existent pour intervenir dans cette optique sur les territoires. Envisager l'architecture dans une dimension territoriale nécessite en effet d'élargir le spectre d'action des architectes. Et si nous réfléchissons aujourd'hui à comment intervenir pour continuer à développer des actions comme celles proposées à La Ferrière, nous nous trouvons trop souvent face à un secteur normé où les cadres préétablis limitent notre marge d'intervention. Alors, il y a la ruse. Celle dont s'emparent de nombreux concepteurs, qui consiste à reformuler la commande et à déconstruire les programmes. Mais ne faut-il pas plus largement engager un travail où nous pourrions sortir des cadres pour en inventer de nouveaux ? Partir à la rencontre des élus, leur raconter notre métier et nos savoir-faire, leur transmettre notre enthousiasme à l'idée de travailler avec eux, écouter leurs attentes : en somme, construire avec les mots. La question du rural est plurielle. Il n'y a pas un rural mais des territoires complexes.



Hyper-local

⁴ En référence à l'article de Félix Mulle, « L'architecte, médecin de campagne » publié dans la revue *Criticat*, numéro 13, 2014 : Dans les campagnes, les organismes qui dispensent conseils et prescriptions sur l'aménagement du territoire ne manquent pas. Outre les Parcs naturels ou les architectes-conseils, les CAUE, par exemple, éditent un grand nombre de guides de « bonnes pratiques », à destination des collectivités comme des particuliers. Ils œuvrent ainsi à leur acculturation et peuvent même accompagner les communes sur les opérations d'envergure. Mais ils n'ont ni le temps, ni les moyens de s'occuper du « tout-venant » et ne font pas de maîtrise d'œuvre. Leur position reste en retrait par rapport aux projets, là où se joue l'équation à chaque fois spécifique entre les besoins, le budget et les savoir-faire disponibles. p.15

⁵ Sébastien Marot, « L'alternative du paysage » in *Le Visiteur* n°1, automne 1995



à mes ami.e.s urbanistes

- Oscar Gential avec la contribution d'Alice Chénais et Jade Rudler - Atelier OLGa

Installé à Lausanne (Suisse), Oscar Gential est architecte urbaniste. Avec Alice Chénais et Jade Rudler de l'atelier OLGa, ils ont tous les trois été accueillis en résidence à Lisieux (Calvados) en 2017, l'occasion de faire de la place de la République située en plein centre-ville leur terrain d'expérimentation.

Pouvoirs

L'urbanisme est toujours une affaire de pouvoirs. Des pouvoirs qui se rallient ou s'entrechoquent, se font face ou s'évitent.

En tant que penseurs-ses et planificateurs-rices de la ville qui se transforme, nous sommes souvent considérés comme étant au service d'un pouvoir, traducteurs-rices de décisions qui ne nous appartiennent pas, qui viennent d'en haut, qui sont légitimes. Que ce soit le pouvoir d'un-e élu-e, d'un-e maître d'ouvrage, d'un-e dirigeant.e, c'est comme si notre vision du monde ne devait pas exister.

Notre seule échappatoire serait de gagner une forme d'indépendance par la constitution de nos propres structures de réflexion – association, agence, collectif, bureau d'études, etc. – pour ainsi émettre nos avis sans réserve, en toute liberté. Cette émancipation deviendrait alors le moyen unique et évident de nous détacher de toute forme de pouvoir.

Si les sentiments qui nous conduisent à ces constats sont palpables et compréhensibles dans la réalité quotidienne, ils nous emmènent nécessairement dans des impasses de réflexion et d'action, faisant fi des logiques d'interdépendance inhérentes et nécessaires à la fabrique du territoire. La déconstruction de ces mythes devient nécessaire pour nous considérer nous-mêmes autrement, c'est-à-dire en tant qu'agent.e.s de mécanismes complexes sur lesquels notre attitude a une influence, parfois modeste, parfois invisible, mais toujours réelle. Nous ne sommes pas « au service » d'un pouvoir, et nos pensées, nos actions ne seront jamais libres de toute contrainte.

Le mélange empoisonné d'impuissance et d'omnipotence, qui faisait dire à Rem Koolhaas que l'architecture est une profession dangereuse¹, est peut-être plus fécond qu'on ne le croit pour repenser notre rapport aux pouvoirs, celui dont disposent celles et ceux que nous appelons les décideurs.ses – et celui que nous détenons forcément.

Résidence

Par son dispositif organisationnel et temporel, la résidence d'architectes offre un *modus operandi* alternatif qui permet de dépasser a priori ces antagonismes de pouvoirs, offrant la possibilité aux résident.e.s de sortir de l'application stricte d'une demande concrète et figée tout en restant dépendant.e.s de toutes les entités d'un territoire spécifique.

Notre résidence à Lisieux en 2017 autour de la place de la République avait pour ambition d'initier un changement de regard et d'amorcer une transformation concrète d'un grand espace public en plein centre-ville, alors entièrement dédié au stationnement automobile. À la fois parking essentiel aux yeux de nombreux habitants, grande place de marché le samedi, espace public entouré de petits commerces, de terrasses de restaurants, d'une école et de la médiathèque de la ville, lieu de concentration de vestiges archéologiques, réserve foncière pour la réalisation d'un cinéma multiplex, la place de la République était au cœur d'un jeu de pouvoirs politiques, citoyens, historiques et économiques.

Par la résidence, nous recherchions l'établissement d'un dialogue entre des pouvoirs qui s'évitaient, celui des citoyens et des autorités, des usagers et des habitants, etc. Travailler entre praticiens « experts » du territoire et de l'espace public, services techniques « experts » des procédures et des faisabilités techniques, citoyens « experts » des usages, politiques « experts » des sensibilités, etc., est devenu un jeu particulièrement stimulant.

Cette expérience revêt pour nous à la fois un sentiment de réussite par un certain succès général – tout le monde semble avoir apprécié la démarche et ses résultats, comme en témoigne l'inauguration des installations marquant la fin de la résidence – et en même temps un constat amer d'échec, de frustration, d'insuffisance. Les regards portés sur la résidence devenaient radicalement différents : le résultat semblait convenir aux autorités communales là où nous n'y voyions qu'un modeste lancement d'une transformation plus profonde, à long terme, qui prendrait forme dans les esprits et sur le bitume dans les années à venir. Alors que tout était à construire, nous voir partir et cesser d'agiter la ville et ses habitants devenait certainement un soulagement. Le clap de fin – prélude d'un retour à la normale – semblait sonner dans l'air alors que nous montions dans le train pour Lausanne.

Stratégie

Nous restons convaincu.e.s que chercher à sensibiliser par la rencontre, le dialogue, l'action concrète dans l'espace public a un sens. Pourtant, cette démarche reste forcément limitée ou devient même inefficace si celles et ceux que l'on cherche à convaincre ne le veulent pas, ne l'ont finalement jamais voulu. Ce grand mouvement qui, depuis une vingtaine d'années, a transformé le rôle de l'architecte – mais aussi celui de l'urbaniste ou du paysagiste concepteur.rice d'espaces urbains –, passant du sachant autonome et omniscient pour devenir notamment un.e médiateur.rice facilitateur.rice, connaît désormais des limites qu'il s'agit de dépasser.

En effet, qui n'est pas au courant aujourd'hui que nos espaces urbains doivent s'adapter à la dérégulation climatique ? Que l'on doit réduire considérablement la place de la voiture dans nos villes ? Que l'on doit lutter contre les îlots de chaleur ? Que

¹ Rem Koolhaas, *Vers une architecture extrême*, Parenthèses, 2016.

l'on doit apprendre à partager autrement l'espace public ? Que l'on doit protéger et promouvoir la pleine terre, la perméabilité et la fertilité des sols, la biodiversité ? Celles et ceux qui n'en sont pas convaincu-e-s aujourd'hui ne le seront pas – ou pas assez – demain, et tous nos efforts n'auront qu'un impact terriblement modeste, voire imperceptible.

Comment dépasser le dialogue des politesses et les accords consensuels qui par la suite peuvent se défaire par peur du changement ou par amour du statu quo ? Le jeu des pouvoirs prend toujours le dessus à la fin, et s'il n'y a pas K.O. préalable, la donne n'est jamais assurée. Pourquoi donc s'efforcer de convaincre celles et ceux qui ne le seront pas car ils et elles ne veulent pas l'être ? Nous ne voulons pas perdre notre temps et notre énergie, ou plutôt nous préférons les utiliser à bon escient, de la manière la plus efficace possible.

Pour nous, le mélange d'excitation et de frustration lié à notre résidence à Lisieux a laissé la place à une forme de détachement qui s'explique tout d'abord d'un point de vue géographique – nous vivons à Lausanne – mais aussi, et peut-être surtout, par une forme de protection, nous évitant des déceptions éventuelles.

Aux dernières élections communales, l'opposition d'alors a été élue. La vision de chacun pour la transformation de la place de la République a, semble-t-il, joué un rôle dans ce changement. Néanmoins, ce n'est pas pour cela que le changement opéré est radical. De nouvelles démarches sont aujourd'hui menées par la Ville pour penser l'évolution de la place de la République. Le vaste parking sera peut-être très légèrement réduit pour accueillir le parvis de la médiathèque et la nouvelle entrée de l'école qui, jusqu'ici, tournait le dos à la place². On ne sait pas si ces démarches ont été alimentées par le travail de la résidence – dont l'une des principales conclusions aura été de révéler le parvis invisible de l'école sur la place de la République –, certainement en partie. Et même si ces démarches sont réjouissantes et représentent des avancées, elles restent terriblement modestes au regard des enjeux actuels.

² « Lisieux. Réaménagement de la place de la République : la boîte à idées est ouverte », *Ouest France*, 27 décembre 2020 – <https://www.ouest-france.fr/normandie/lisieux-14100/lisieux-reamenagement-de-la-place-de-la-republique-la-boite-a-idees-est-ouverte-7101467>
Et « Lisieux, des travaux pour rénover la place de la République et ses abords », *Le Pays d'Auge*, 20 février 2021 – https://actu.fr/normandie/lisieux_14366/lisieux-des-travaux-pour-renover-la-place-de-la-republique-et-ses-abords_39579779.html

C'est par contre à travers les ateliers, discussions et travaux réalisés avec des écolier-es, des collégien-nés et des lycéen-nés que la transformation semble la plus durable. En ayant sensibilisé celles et ceux qui paraissent les moins influents actuellement, celles et ceux qui n'ont pas de voix lorsqu'il s'agit d'aménagement du territoire et des espaces publics – ici, les enfants et les adolescents – nous avons pu rejoindre une dynamique lancée et portée dans la durée par des enseignant-e-s engagé-e-s pour ces questions.

Dès lors, l'efficacité de nos actions et le choix des personnes auprès desquelles nous devons intervenir devient un enjeu évident. Devons-nous à tout prix travailler auprès de celles et ceux qui détiennent *a priori* les pouvoirs de transformation des espaces urbains aujourd'hui ? Devons-nous installer des dynamiques à long terme auprès de celles et ceux qui feront et décideront de l'évolution de la ville demain ? Bien entendu, les deux peuvent avoir leurs effets, leur efficacité. Néanmoins, la réalité de nos capacités d'action – nous ne pouvons pas agir partout – doit nous obliger à établir des priorités pour que les valeurs de transformation de la ville en lesquelles nous croyons se concrétisent le plus fortement et le plus durablement possible.

Politique

Les réalités politiques d'une ville, d'un territoire ou d'un pays semblent toujours être déconnectées des réalités qui composent notre pratique professionnelle d'architecte, d'urbaniste ou de paysagiste. En effet, que ce soit dans l'enseignement que nous avons reçu, dans les activités de nos représentants institutionnels ou dans les échanges au sein de notre milieu, la politique est souvent uniquement perçue comme un moyen de défendre une profession et ses intérêts, et trop rarement comme faisant partie inhérente de ce que nous faisons au quotidien. D'une certaine façon, la politique ne nous appartient pas. Au mieux, nous pouvons l'influencer. Au pire, nous la subissons.

Le « c'est politique » qui résume trop souvent l'échec d'un projet ou son altération nous déresponsabilise, indiquant que ledit projet et les ambitions que nous lui donnions n'étaient pas politiques. *In fine*, c'est comme si nous devions soit rester apolitiques, soit nous mettre « au service de » la politique quelle qu'elle soit.

Et si nous nous engageons d'un point de vue militant, que nous nous présentons à des élections ou rejoignons un parti politique, c'est comme si nous faisons dès lors perdre ses titres de noblesse à une discipline, à un champ culturel qui devrait rester autonome et imperméable aux réalités de la société.

De plus, l'impact de la politique sur notre pratique se résume presque uniquement à la commande – ou à l'absence de commande – et non pas à ce que cette commande – ou cette absence de commande – porte comme valeurs de transformation. Pourquoi la littérature, le cinéma, la peinture et tant d'autres pratiques culturelles sont comprises et regardées à l'aune de leur capacité à comprendre une société et à vouloir la transformer radicalement, alors que l'architecture en particulier devrait rester imperméable à celle-ci en restant un champ culturel autonome ? Et pourquoi ne peut-on pas considérer l'importance d'un champ savant avec ses logiques intellectuelles propres, son histoire, ses traditions, ses techniques et penser simultanément son rapport large au monde et à sa transformation ?

Attaches

Lisieux était une forme d'Erasmus court pour nous trois. En quelques semaines, nous avons dû nous plonger dans un territoire que nous ne connaissions pas, hormis par des images mentales véhiculées par un imaginaire collectif forcément trompeur. L'expérience fut une intense plongée dans un contexte nouveau, avant de repartir sur nos terres de vie habituelles. C'est là toute la force de l'expérience qu'est la résidence, et en même temps une part de sa faiblesse, puisqu'elle nous prive de penser à partir des attachements que nous avons avec des lieux, des personnes, des dynamiques, un territoire, un mode de vie qui nous sont propres.

Penser à partir de nos attachements nous ramène nécessairement à considérer notre pratique d'un point de vue politique, puisqu'elle influe directement sur ce qui nous entoure et nous concerne, impacte nos corps d'un point de vue physique et sensible. Ces attachements deviennent le support de notre ambition de transformation du monde. Ils sont forcément d'ordres multiples et s'alimentent continuellement. Pour diverses raisons, notre parcours nous a amené en terres lausannoises, en Suisse. C'est donc à partir d'ici

que nous réfléchissons et nous positionnons en tant qu'urbanistes. Cet attachement géographique ne doit pas être perçu comme le fruit du hasard, mais comme celui d'une construction d'un parcours, d'un réseau, d'une histoire qui fait forcément ce que nous sommes aujourd'hui en tant que citoyen.ne, habitant.e et agent.e de la fabrique de la ville. Cet attachement géographique explique nécessairement notre rapport au monde en nous ancrant à un sol, à ses réalités, ses qualités, ses défauts.

Nous avons développé notre propre culture du collectif, de la pensée de groupe, d'un certain exil de l'ego inhérent à notre profession, du partage et de la mise en commun du savoir qui s'est traduite à travers nos engagements professionnels et associatifs. Cette forme d'attachement relationnel est pourtant restée relativement proche de notre milieu et n'a pas véritablement débordé vers des activités dites militantes, d'engagements politiques au sein de partis par exemple, cherchant plutôt à faire évoluer notre milieu depuis l'intérieur.

Nous appartenons à une génération qui hérite d'une ville largement constituée qu'il s'agit de comprendre pour mieux la transformer plutôt que de chercher à la réinventer *ex nihilo*. Cette attitude idéologique générale nous emmène vers des projets qui regardent toujours l'existant avec une forme conjointe de frustration et de bienveillance, en cherchant par l'alliance d'une stratégie de réinvention et d'une économie de moyens à faire évoluer à long terme une situation à travers des dispositifs spatiaux radicaux et des processus d'appropriation ouverts.

Enfin, nous ne pouvons pas détacher ce que nous sommes au quotidien de notre pratique d'urbaniste. Les deux réalités sont forcément perméables et il nous semble légitime voire nécessaire que les deux s'alimentent en permanence. Nos modes de vie – tout à fait banals – et les aspirations liées à nos choix de vie et à nos engagements fabriquent notre quotidien, notre rapport au monde, font ce que nous sommes et donnent un cadre situé à notre pratique. De même, notre réalité quotidienne doit être influencée par les valeurs d'égalité, d'inclusion, d'écologie, de qualité de vie, etc. qui constituent la vision du monde que nous défendons en tant que professionnel.le.s.

Ces quatre formes d'attachement – géographique, relationnel, idéologique et vécu – nous définissent comme êtres politiques car ils ont des impacts divers sur nos corps et nos idées, sur ce que nous pensons et planifions, sur les actions que nous menons et les stratégies que nous dessinons.

Engagements

Pourtant, nous voyons aussi que l'entre-soi qui se développe au sein de notre pratique est souvent un piège confortable qui nous empêche de contribuer efficacement aux transformations qui nous tiennent à cœur. Notre pratique ne peut pas être autonome et est forcément prise dans un ensemble de dynamiques que nous ne maîtrisons que partiellement.

Les architectes que nous sommes ont le devoir de prendre du recul et de chercher à percevoir où les actions qui développent une forme de radicalité politique sont les plus efficaces, ceci pour influencer directement sur notre pratique, et celle de nos confrères. Bien entendu, nous ne croyons pas en une forme d'exclusivité qui imposerait un type d'action unique pour penser cette efficacité. Néanmoins, les limites que nous rencontrons régulièrement dans ce que nous faisons – au sein de structures privées ou en lien avec des administrations publiques – nous poussent à réfléchir aux autres champs que nous pouvons explorer pour que l'impact de nos réflexions et de nos actions soient le plus pérenne.

Même si la forme de la résidence, par son instantanéité d'action et de transformation, est attrayante par le bouleversement qu'elle impose à nos automatismes, nos réflexes et notre cadre de pensée, elle comporte le risque de rester seulement l'énergie d'un moment, trop court pour transformer durablement la ville et ceux qui l'habitent. Ce mode d'intervention nous a néanmoins permis de construire un rapport à l'action concrète, qui doit s'inscrire selon nous dans une stratégie planifiée à long terme. La logique d'intervention doit être combinée à une autre posture, celle de l'infiltration. Celle-ci peut se traduire par l'intégration de structures institutionnelles, qu'elles soient politiques ou associatives, qui existent car elles défendent des façons d'exister dans le monde, de le penser et l'aménager.

C'est certainement en infiltrant des dynamiques – au sens d'y prendre part pour les amplifier – qui défendent des approches idéologiques radicales et nécessaires pour opérer les changements profonds dont la société a besoin, que nous devrions agir en tant qu'architectes, urbanistes, paysagistes et ainsi engager durablement une transformation du monde. Les initiatives, associations, collectifs, groupes d'intérêts qui s'y attèlent sont multiples, variés, historiques, récents, durables, éphémères, etc. Leur sens premier est intrinsèquement lié à un réseau complexe d'attachements. Ceux que nous présentons ici – spécifiques au territoire lausannois – sont les échos locaux de ceux qui œuvrent ailleurs, qui peuplent d'autres contextes mais qui s'attachent aux mêmes enjeux sociaux, corporels ou environnementaux, désormais globaux.

Ressources

La question des ressources, au-delà d'être un thème central des pensées et mouvements écologistes, est fondamentale pour comprendre notre rapport au sol, notre perception du territoire, les usages que nous y développons. Penser à partir des ressources implique nécessairement un bouleversement de notre pratique, nous pousse à opérer d'autres choix, à revoir nos priorités et nos possibilités de transformation et d'aménagement de l'environnement qui nous entoure.

« Pour détruire le vivant, j'espère que vous avez un alibi, une excuse en béton. »³ Au cœur du renouveau de notre rapport à l'environnement construit, la ZAD de la colline du Mormont cristallise un ensemble d'enjeux d'une profonde transversalité. Il y a tout d'abord cette révolte légitime que poétise Alain Damasio, a-t-on vraiment le droit de détruire un paysage, un écosystème, une colline, quelle qu'en soit la raison ? Et d'autant plus si la raison invoquée mérite de renverser la table, de penser autrement, de repenser le monde.

La première Zone À Défendre de Suisse est une lutte pour la protection d'un ensemble naturel menacé par l'agrandissement d'une carrière de calcaire, détenue par Holcim – filiale de LafargeHolcim. Pour l'industrie, le sol y est perçu uniquement comme une ressource économique permettant de produire

³ Slam pour la ZAD de la colline du Mormont, Alain Damasio, avril 2021, La Volte : <https://soundcloud.com/la-volte/slam-zad-colline-mormont-alain-damasio>

du ciment et donc du béton, qui nourrit largement la plupart des constructions contemporaines. C'est cet enchaînement logique de pensée et d'actes qui est directement remis en question par l'occupation. Doit-on continuer à répéter ces modes constructifs sans les altérer, les revoir, les repenser ? Ne peut-on pas en démultiplier d'autres qui nous amèneraient à considérer autrement notre rapport au sol et au territoire, comme des ressources non pas uniquement productives mais bien biologiques, environnementales, climatiques ?

La ZAD, par la réappropriation qu'elle opère, traverse nos esprits et nos actes pour repenser notamment notre culture du bâti et notre ancrage au sol, bien au-delà de la colline du Mormont. Par l'ensemble des modes de résistance et d'expression qu'elle a agrégés en quelques semaines seulement – même après son démantèlement –, elle opère de façon radicale une réinitialisation politique de nos façons de penser le territoire et ses ressources, nos modes de vie et leurs artefacts.

Inclusion

Les démarches dites participatives ou de concertation cherchent à initier des dialogues avec les usagers, habitants, commerçants d'un espace public, d'un quartier, etc. Même si elles créent une ouverture à des désirs et des revendications larges et multiples, elles ne sont que le miroir de celles et ceux qui sont alors présents, qui représentent leurs intérêts, collectifs ou individuels. La ville n'est dès lors pas faite pour celles et ceux dont la voix est silencieuse, dont les intérêts ne sont pas représentés.

De plus en plus, les enfants et les adolescents, dont les besoins et les attentes étaient souvent mis de côté dans les sujets de transformation d'espaces urbains, sont aujourd'hui mieux écoutés, intégrés – grâce notamment au travail d'associations comme Ville en Tête à Lausanne. Néanmoins, d'autres populations sont encore plus invisibilisées, absentes des préoccupations, alors que penser la ville doit être en permanence une volonté d'inclusion de toutes et tous, et en particulier des plus faibles, des moins privilégiés. L'hospitalité d'une ville devrait se mesurer à sa capacité à offrir les éléments nécessaires à l'épanouissement de toutes et tous, qu'il

soit physique (manger, dormir, se réchauffer, etc.) mais aussi social (relations, visibilité, intégration, etc.).

Plusieurs collectifs lausannois, et notamment le Collectif Jean Dutoit, le Collectif Saint Martin ou encore le Collectif R, développent des stratégies diverses pour à la fois créer des lieux de vie pour les populations les plus marginalisées de la ville, mais aussi penser une forme d'inclusion dans la ville. Soins gratuits, restauration, échanges, activités, logements temporaires, etc., ces lieux deviennent de nouveaux marqueurs du territoire pour des personnes parfois sans repères, sans attaches – en particulier dans le cas de migrants ou requérants d'asile. Pour protéger ces derniers, le Collectif R avait créé Le Refuge, dont le manifeste insiste sur sa dimension sociale et politique. Le « *refuge n'est pas un simple lieu d'accueil, un abri pour des personnes fragilisées. De par son existence publique et sa vocation de lieu de rencontre, il doit permettre de faire connaître à la population vaudoise la situation tragique des personnes vivant avec nous, depuis de nombreuses années ou après de longues tribulations. C'est enfin le dernier espace qui reste pour faire entendre les revendications des migrant-e-s et faire valoir leurs droits [...]* ».⁴

Tout comme une autre association lausannoise, KRAFT, nous devrions avoir l'ambition globale, en tant qu'architectes et urbanistes, « *d'améliorer la qualité de vie et l'inclusion des individus et communautés dans leur environnement construit, urbain et social* ».⁵

Quotidien

Quoi de plus banal – et en même temps de plus fondamentalement politique – que de réfléchir à partir de la vie quotidienne, ses rythmes, ses obstacles, ses réalités ? Nos usages quotidiens répétés constituent un socle essentiel à notre épanouissement. Réfléchir à partir d'eux et penser leurs améliorations peut nous permettre d'allier une forme d'action directe et une planification plus pérenne de nos espaces urbains. À Lausanne, le Collectif Vinet Beaulieu ou l'Association de quartier du Vallon démontrent, à partir d'ambitions tout à fait ordinaires de promotion d'une qualité de vie au sein d'un quartier, la puissance politique du quotidien.

⁴ Collectif R, Manifeste : www.desobeissons.ch/manifeste/

⁵ Association KRAFT : <http://association-kraft.ch>

Avec des focalisations différentes, propres à chacun des contextes, ces collectifs visent à l'amélioration de leur cadre de vie. Les actions peuvent tout d'abord paraître anodines : fêtes de quartier, ateliers, rencontres, plantations, etc. Néanmoins, elles dessinent une forme de résistance particulière face à des sujets et des réalités qui sont imposés aux habitants. Finalement, chacune de ces actions induit une proposition de transformation – voire une transformation réelle – des espaces urbains, par la mise en place de mobilier, de plantations, d'événements, etc. Cette forme de réappropriation collective s'appuie sur des réalités mesurables, des nuisances concrètes, des situations jugées problématiques par celles et ceux qui constituent ces collectifs.

Par « *la défense des intérêts des habitants (sous l'angle collectif) lorsque ceux-ci sont concernés par des mesures telles que, notamment, constructions, aménagements, développements urbains, touchant le quartier* »⁶, le Collectif Vinet Beaulieu instaure nécessairement un rapport de force institutionnel avec d'autres formes de pouvoirs, en particulier avec les décideurs politiques et techniques de la ville. C'est à partir de cette quête de confort et de qualité de vie, et en alertant les planificateurs et les pouvoirs publics, qu'ont été menés des tests de limitation du trafic automobile à 30km/h sur un axe principal du quartier, avant de devenir une politique globale de la ville pour lutter contre les nuisances sonores.

L'impact du quotidien sur les planifications devient dès lors criant, mettant l'urbaniste ou le décideur face à ces contradictions, l'obligeant à opérer des choix nouveaux dont les effets sont directement et corporellement mesurables. Une forme de partenariat nouveau émerge de ces thématiques liées au vécu quotidien, poussant les autorités à avancer à tâtons, pas à pas, avec plus d'attention et d'écoute.

Infiltration

À travers ces trois thèmes (ressources, inclusion, vécu), on peut évidemment se demander ce que nous, architectes-urbanistes, pouvons amener de plus que d'autres bénévoles militants. Peut-être rien de plus. Mais dans les trois cas, nous sommes concerné-e-s de près.

Car le premier remet en cause notre rapport au territoire, à ce qu'il peut nous offrir, à notre manière de le transformer. Le deuxième nous permet de penser l'inclusion et l'hospitalité envers toutes et tous dans la ville (et en dehors de la ville). Le dernier insiste sur l'importance de l'aménagement urbain comme élément déterminant de qualité de vie, de confort simple. Tout ceci représente déjà des enjeux qui traversent quotidiennement notre pratique.

La question n'est pas réellement de savoir comment nous – architectes, urbanistes, paysagistes – pouvons mettre nos compétences au service de ces mouvements que l'on dit citoyens ou militants. Nous avons des compétences, des valeurs qui nous sont propres et nous pouvons, d'une façon ou d'une autre, apporter notre pierre à l'édifice. Mais il est certainement plus intéressant de comprendre pourquoi on ne considère pas ces dynamiques comme faisant partie de notre milieu, de notre champ disciplinaire, mais comme faisant partie d'autre chose, d'un autre cadre. En quoi ne font-elles pas partie de la fabrique de la ville et du territoire ? Et pourquoi ne devrions-nous pas y prendre une part active comme prolongement de notre pratique ?

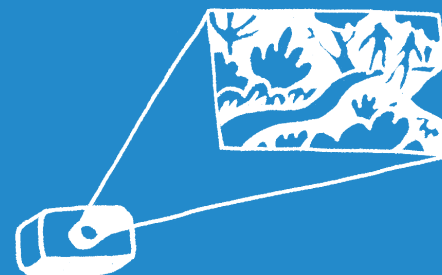
Un tel engagement suppose nécessairement une prise de recul vis-à-vis de la notion d'auteur, et en particulier d'auteur identifiable. En effet, en tant que concepteurs, nous sommes habitués à défendre notre rôle de créateurs face à des acteurs parfois peu scrupuleux qui s'approprient, détournent ou répliquent nos idées sans respect du savoir et des compétences nécessaires au travail accompli, du temps investi et de la rémunération logique qui devrait en découler. De plus, la construction individualiste du savoir au sein de nos champs disciplinaires nous amène souvent à chercher à nous distinguer des autres, à affirmer notre singularité, à jouer des coudes pour se mettre en avant, au détriment d'une pensée collective partagée et ouverte. L'attitude propre à l'infiltration nous pousse à aller au-delà de l'ego pour contribuer, d'une manière ou d'une autre, à une dynamique plus large, qui nous dépasse. Que ce soit dans l'action instantanée ou la planification à long terme, nos compétences ne doivent pas nous appartenir.

Nous devons maintenant regarder la réalité telle qu'elle est. En effet, il est évident qu'aujourd'hui encore, l'aménagement du territoire

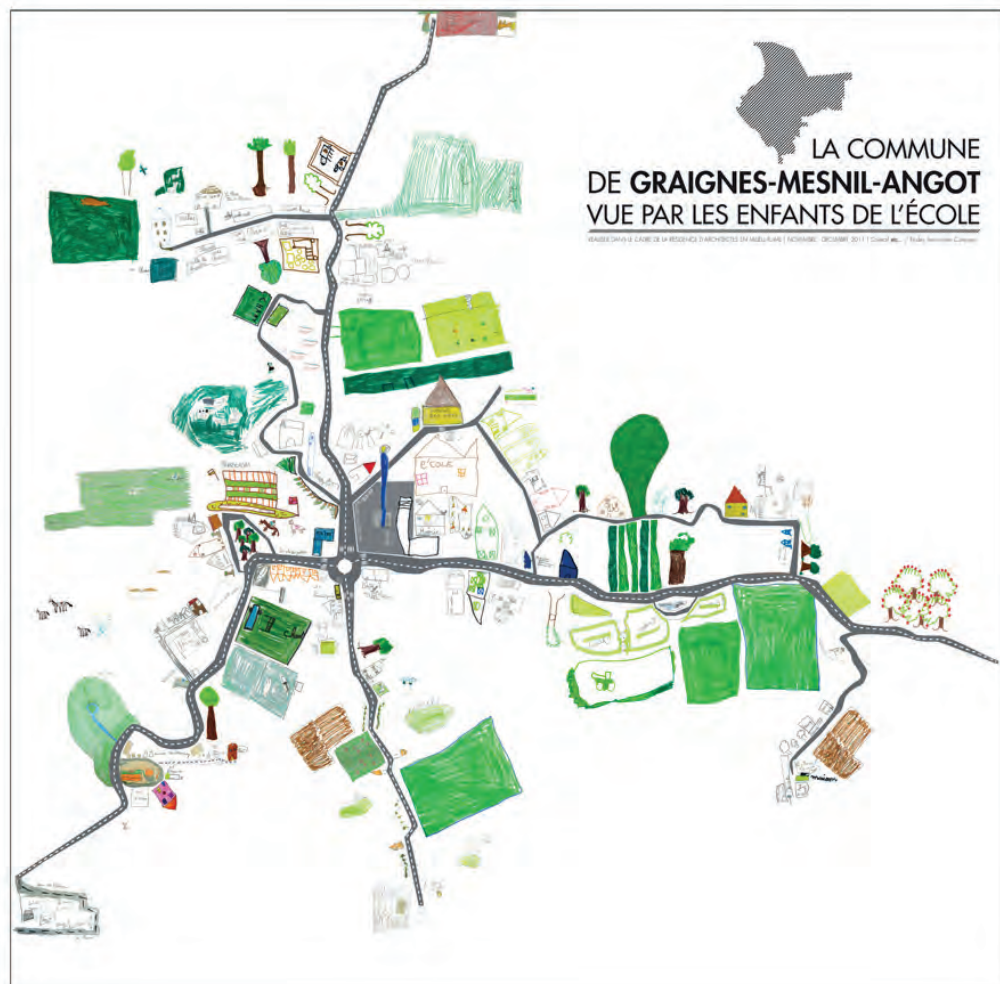
⁶ Collectif Vinet Beaulieu, statuts : www.collectifvinetbeaulieu.com

est synonyme de pillage des ressources, que l'invisibilisation de certaines communautés démontre le manque d'inclusion de nos villes, et que le confort et la qualité de vie ne sont pas garanties dans notre quotidien. Comme le dit Geoffroy De Lagasnerie, « *il est nécessaire d'interroger nos stratégies, nos modes de pensée et nos manières de lutter* »⁷ pour qu'elles soient de nouveau efficaces.

En tant qu'architectes, urbanistes, paysagistes, etc., c'est très certainement à partir de nos attaches au territoire que nous devons baser notre réflexion et penser nos modes d'action. Que nous dit-il – notre territoire ? Que nous disent-elles – nos attaches ? Comment infiltrer des luttes à l'œuvre pour les amplifier et ainsi réinventer nos disciplines, et plus largement notre façon de réinventer le monde ?



⁷ Geoffroy de Lagasnerie, *Sortir de notre impuissance politique*, 2020, Fayard.





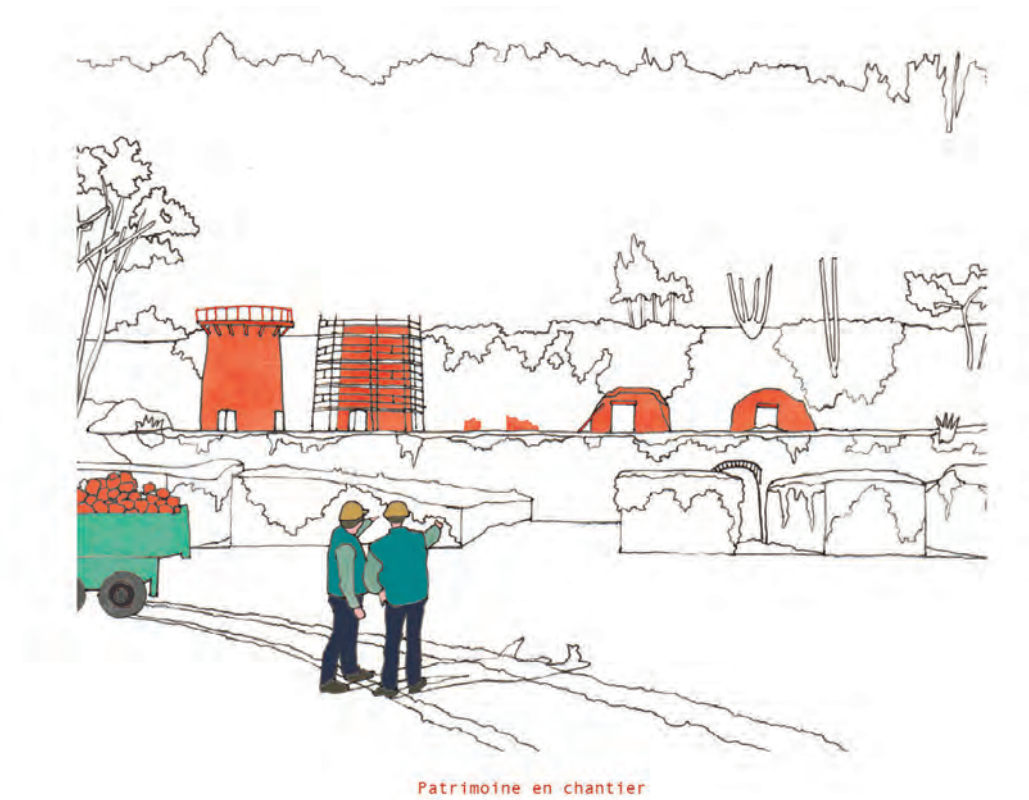


Le dimanche 24 mars,
le **Laboratoire rural** part en quête du

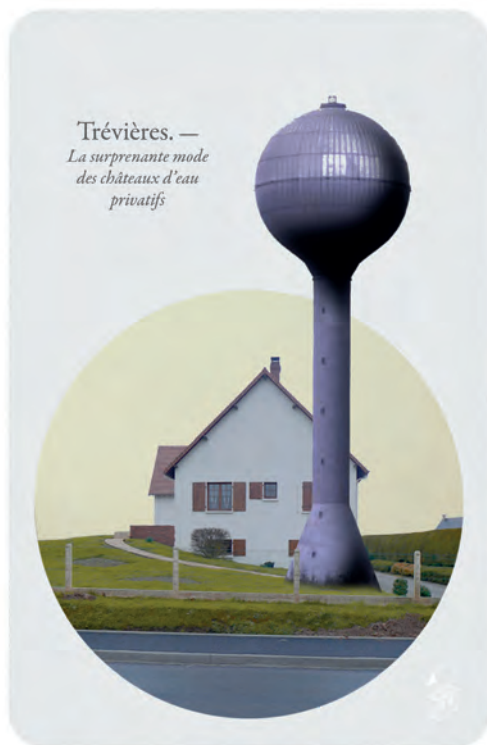
TRÉVIÈRES EXOTIQUE

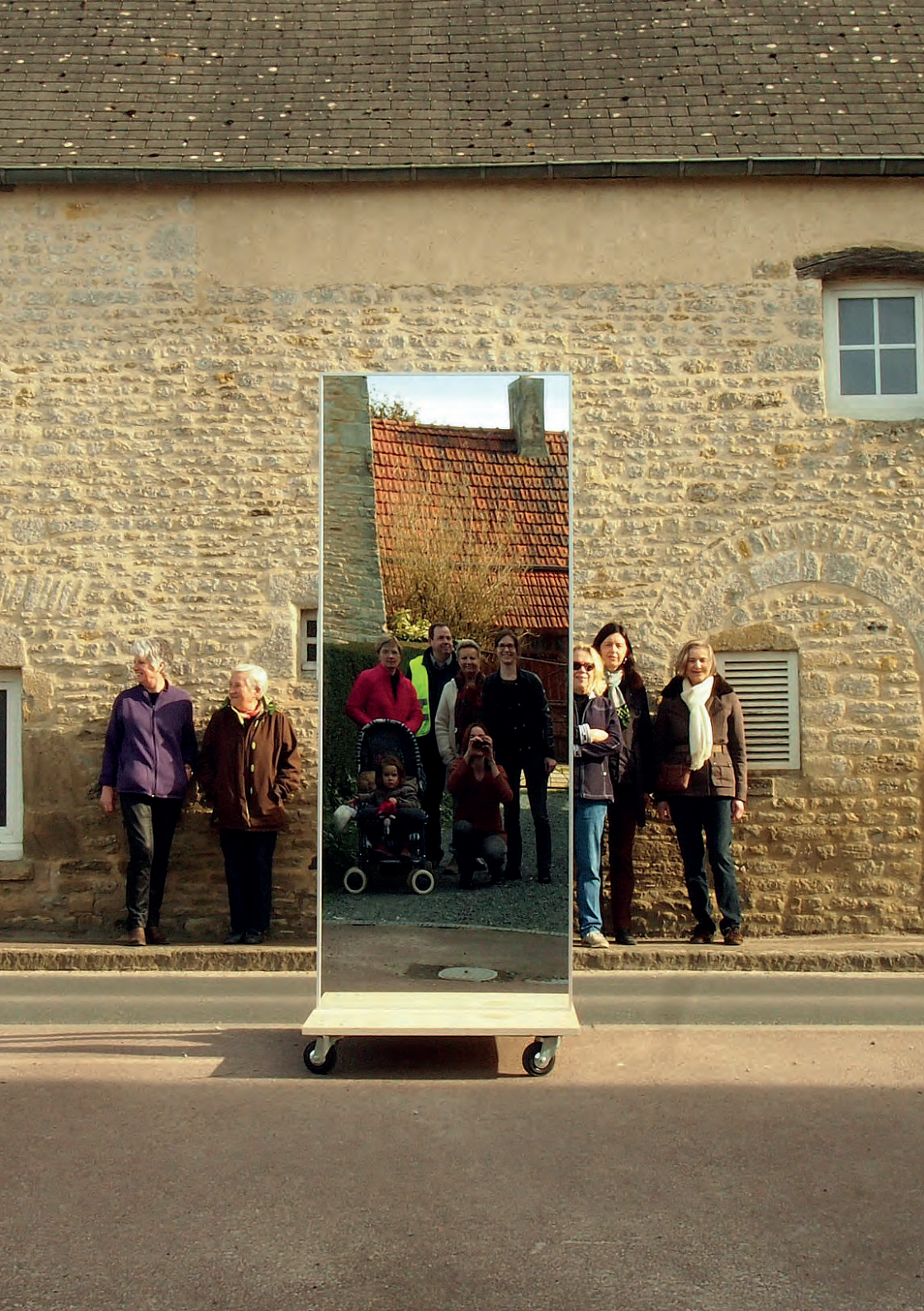
Venez nous rejoindre à 15h, à la mairie
pour une balade-découverte avec le périscope



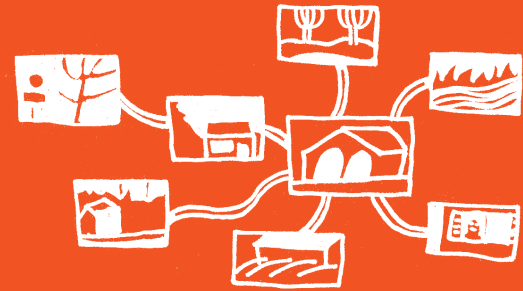


Patrimoine en chantier



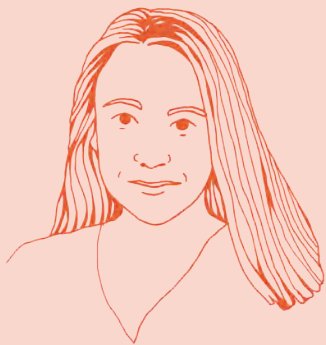


1. *La commune de Graignes-Mesnil-Angot vue par les enfants de l'école* - crédit : études territoriales curieuses
2. *La chèvre* - crédit : Gang
3. *Fenêtres fictives* - crédit : Delaunay - Durand
4. *Et si la placette Caponière devenait un îlot de fraîcheur ?*, Quartier Caponière 2030 - crédit : Akpé
5. *Trévières exotique*, affiche - crédit : Delaunay - Durand
6. *Les plumes des jours*, court-métrage prospectif - crédit : Collectif Etc
7. *Aller et venir* - crédit : études territoriales curieuses
8. *Patrimoine en chantier*, carte postale - crédit : Delmond - Picandet
9. *Brèves de bourg*, cartes postales - crédit : Delaunay - Durand
10. *Plan de Picauville sur la vitrine de l'atelier*
11. *Point de fuite*, miroir mobile - crédit : Bulliot - Casasola



témoignages

Christine Leconte



Enseignante en école d'architecture, longtemps élue, architecte-conseil, mais aussi maître d'œuvre, Christine Leconte a été présidente du Conseil régional de l'Ordre des architectes d'Ile-de-France entre 2017 et 2021, et vient d'être élue Présidente du Conseil National de l'Ordre des Architectes.. Haute-Normande d'origine, elle a suivi de près l'évolution du Laboratoire des territoires ces dernières années.

« En territoire métropolitain, il y a une telle multitude d'acteurs, une filière tellement large, que l'architecte qui construit et l'habitant ne se rencontrent plus. Donc ce dispositif quand j'en ai eu connaissance, m'est vraiment apparu comme une évidence. Notamment parce qu'il permet de façon simple, avec beaucoup de modestie et d'écoute, de recentrer sur l'importance du déjà-là et de l'habitant dans son récit de territoire. En cela, une question centrale à l'architecture est posée : à une époque où le hors-sol ne marche plus, c'est celle d'habiter avant de concevoir. Ou autrement dit, la question du lien direct entre l'architecture et les habitants.

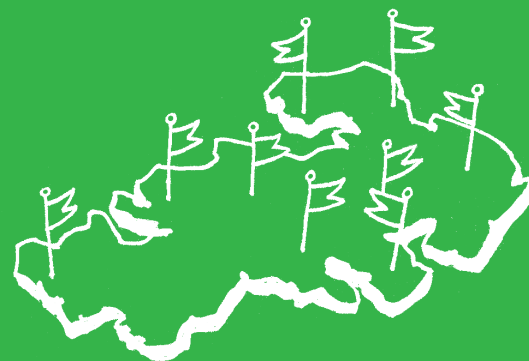
En outre, de mon point de vue, ces résidences d'architectes mettent à disposition des élu-es et des habitant-es la pensée transversale de la discipline architecturale, de façon concrète et en amont de ce qui peut être construit. Or, souvent ce qu'on voit, c'est que quand on décide de construire, on a déjà pris trop de mauvaises décisions (sur le lieu, sur l'orientation, sur le programme, sur le besoin...). A l'inverse, ces résidences

permettent de donner de la considération à ce qui existe, de lui donner de la valeur. Le Laboratoire des territoires, c'est donc une forme d'architecture immatérielle, mais qui permet la construction d'un récit collectif préalable à tout projet de territoire. C'est donc une démarche éminemment culturelle, et de fait, c'est par la culture que le récit de territoire se libère et permet d'imaginer des potentiels.

En somme, on peut dire que c'est un vrai parti pris sur les missions de l'architecte. On peut le voir comme une pratique pionnière du métier, très ancrée dans les pratiques des jeunes architectes, notamment les collectifs. Un des enjeux d'avenir du dispositif, c'est probablement de donner aux architectes les moyens de poursuivre le travail par eux-mêmes après la résidence – de façon indépendante, ou en leur proposant une forme associative ou coopérative au sein de laquelle se relier pour continuer à agir avec un territoire. En tout cas, actuellement, il y a quand même 30.000 architectes en France, dont 10.000 en région parisienne (et donc avec de nombreux déserts architecturaux). Une des questions qu'il faudrait donc poser aux futurs architectes en résidence, ce serait presque : seriez-vous prêts à venir habiter dans ce territoire et à l'accompagner dans son développement ?

Autrement dit, qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui d'envisager les architectes comme des « médecins du territoire » ? Car la connaissance des lieux de vie et de leurs particularités, cette connaissance située et non plus hors-sol, va devenir une dimension précieuse pour les constructions de demain.

« ces résidences permettent de donner de la considération à ce qui existe »





explorer l'épaisseur d'un territoire

- Elisabeth Taudière

*Elisabeth Taudière est architecte
et directrice de Territoires pionniers |
Maison de l'architecture – Normandie.
Elle initie et mène des actions culturelles
et des expériences de terrain permettant
de révéler, partager et façonner
la culture des lieux.*

propos recueillis par **Marin Schaffner**

En avril 2021 à Caen, alors que nous commençons à avoir une vision claire des contributions qui allaient composer le cœur de cette publication, nous avons pris un moment avec Elisabeth Taudière, directrice de Territoires pionniers, pour revenir sur les dix années écoulées du Laboratoire des territoires, et essayer d'en tirer un bilan critique ainsi que quelques pistes pour l'avenir.

Toi qui façannes ce dispositif depuis dix ans maintenant, que mets-tu derrière le terme « laboratoire » ?

En fait, ce nom n'est venu qu'au bout de quatre ou cinq ans alors que d'autres régions se mettaient à faire des résidences elles aussi, et qu'il nous a semblé important de colorer les nôtres. Le terme de « laboratoire » est rapidement sorti pour bien mettre en avant l'idée que c'est un lieu pour expérimenter, un espace-temps où il est possible de tester librement pour en retirer des enseignements (car, derrière ça, il y a bien entendu une défense du droit à l'erreur, ce qui est rare en architecture).

Avec ces résidences, c'est avant tout la matière culturelle qu'on travaille. On envisage la construction non pas d'un objet architectural, mais plutôt d'une architecture pensée comme vivante. On crée des espaces : espaces de discussion, espaces de possible, espaces pour se donner le droit de faire, etc. En se plaçant en amont de la commande comme on le fait, on offre la possibilité de faire émerger des idées, des envies et des besoins. Un des aspects importants selon moi, c'est de reconnaître que l'architecture et l'urbanisme peuvent être des réponses, mais qu'elles ne sont pas les seules : les formes artistiques, artisanales, pédagogiques ou même politiques

qui sont nées suite aux résidences, sont aussi des dimensions cruciales pour initier des transformations dans les territoires.

D'une certaine manière, on peut dire qu'on travaille sur le *soft* du projet de territoire, c'est-à-dire sur la dimension immatérielle et culturelle, absente des règlements d'urbanisme, ou autrement dit, sur cette épaisseur que l'on ne voit pas, mais qui est primordiale car partagée par la communauté qui vit ici. Pour donner un exemple concret, tout ce qui a été travaillé sur les effets du changement climatique dans le cadre de la résidence à Regnéville-sur-Mer en 2019-2020 est aujourd'hui réinvesti de façon institutionnelle et transforme considérablement les manières locales d'envisager le nouveau PLUi (Plan local d'urbanisme intercommunal) de la communauté de communes Coutances Mer et Bocage.

Et comment le dispositif a-t-il évolué ?

Je dirais dans l'ensemble que, sur ces dix dernières années, nos résidences ont suivi l'évolution des pratiques architecturales. Il y a sept ou huit ans, on a vu l'arrivée progressive de collectifs d'architectes qui repéraient les besoins en allant directement sur le terrain, et faisaient émerger leurs propres missions. On a d'ailleurs accueilli certains de ces collectifs tels que le Collectif Etc à Mortain en 2013 ou YA+K à Avranches en 2015-2016. Et d'une certaine manière, on a accompagné cette mouvance-là en faisant évoluer nos résidences petit à petit pour que la restitution devienne, elle aussi, un moment d'activation et de commun, qui se déroule dans un lieu symbolique du territoire.

En outre, la résidence de YA+K a été un point d'évolution important pour nous car elle nous a vraiment permis de nous poser la question des ressources, de la production locale, de l'artisanat, des circuits courts et de l'agriculture – tout un tas de sujets qui sont questionnés et réinvestis depuis de résidence en résidence. On peut remarquer qu'en créant la rencontre avec un nouveau territoire (et ses identités propres), on ouvre à chaque fois des questions nouvelles pour tout le monde : les habitant-e-s, les élu-e-s, les architectes, les partenaires associés, etc. – et pour nous aussi bien sûr. En nous les posant ensemble, ces questions nouvelles deviennent communes, et permettent d'asseoir des dynamiques collectives. L'idée principale de la résidence a ainsi évolué vers la possibilité de *créer des précédents*, que les habitantes et habitants associés à la démarche puissent participer à toutes ces étapes jusqu'à l'organisation d'un temps fort, et soient donc en mesure de le refaire par la suite. Dans plusieurs bourgs, par la suite, cette encapacitation a fonctionné

et des actions ont continué après les résidences.

Les résidences ont évolué au fil du temps pour devenir des outils culturels au service des politiques territoriales – revitalisation des centres-bourgs, rénovation urbaine, réforme territoriale.... En 2017-2018, plusieurs communes nous ont contacté pour accompagner la réforme des collectivités locales et la création de ces fameuses « communes nouvelles » qui, surtout en milieu rural, ont vu la fusion de plusieurs communes en une seule, ce qui a profondément redessiné les territoires de vie. Ces communes nouvelles témoignaient l'envie de « faire commune », c'est-à-dire de se réapproprier leur patrimoine collectivement, de questionner leur identité collective, de faire projet, etc. Et, dans ce cadre-là, nos résidences se sont avérées être un outil plutôt pertinent identifié par certains élu-e-s et institutions en vue de rassembler tout le monde.

Au sein du Laboratoire des territoires, Territoires pionniers a toujours eu une même trame d'accompagnement – organiser des réunions de suivi, associer l'ensemble des acteurs du territoire tout du long, etc. – mais ce cadre a été modifié et questionné d'année en année en fonction de ces expériences de terrain. Quand une équipe municipale est motivée, avec des architectes et des professionnels de qualité et que la population se met vraiment à participer, il se passe des tas de choses qu'on n'aurait même pas imaginées, d'ailleurs. Ces moments partagés, ces rencontres nous ont fait avancer, évoluer et nous redéfinir. Nous avons développé ainsi un savoir-faire aujourd'hui reconnu, une capacité à nous adapter à chaque situation et à apporter un accompagnement sur-mesure.

Il y a donc eu un tournant en 2018, selon toi ?

Oui, d'autant plus que c'est l'année où on a mené trois résidences d'un coup, dont deux dans des communes nouvelles, Valdallière et Picauville, et une en milieu péri-urbain à Hermanville-sur-Mer. C'était une année très intense pour nous, avec trois équipes aux pratiques différentes accueillies dans trois territoires. Cette année-là, nous passions d'une résidence à l'autre, en faisant du lien entre ces trois expériences en cours, et en croisant les questionnements et les approches. Cela nous a fortement enrichi alors que nous étions en pleine redéfinition de notre projet associatif.

L'idée principale de la résidence a ainsi évolué vers la possibilité de créer des précédents

En effet, en mars 2018, a eu lieu la dernière édition du Mois de l'architecture contemporaine en Normandie que nous co-organisons depuis 2010 avec la Maison de l'architecture de Normandie – Le Forum, basée à Rouen. Dès la clôture de l'évènement, nous avons passé beaucoup de temps à interroger notre posture, et à redéfinir notre rôle d'acteur et médiateur culturel. Nous avons pris conscience que pour initier des transformations écologiques et sociales dans nos territoires, la culture est un des premiers leviers à activer. Là où nous étions, nous avons donc à faire notre part pour initier un changement durable dans nos manières d'habiter et de construire. En tant que structure culturelle, il fallait avant tout mobiliser nos outils pour inviter toutes les personnes qui participent à nos actions ou avec lesquelles on coopère, à se ressaisir des lieux qu'elles habitent, tout en leur partageant nos questionnements sur leurs lieux de vie ou sur les défis écologiques et sociaux en cours et à venir.

Ces nouvelles perspectives nous ont conduit à apporter un soin particulier à notre programmation culturelle, aux thèmes abordés, à la façon même de mettre en œuvre nos projets, pour que chaque

nous avons donc à faire notre part pour initier un changement durable dans nos manières d'habiter et de construire.

expérience soit l'occasion d'imaginer et ouvrir ensemble de nouveaux possibles. Cela nous a conduit à la création de *Chantiers communs*, formule renouvelée du Mois de l'architecture normand en mars 2019, et à l'évolution des résidences du Laboratoire des territoires.

Dès le début, y avait-il déjà la défense de certaines formes d'architecture dans l'action de Territoires pionniers ?

Non, je dirais plutôt que ça s'est fait au fur et à mesure là aussi. Et notre équipe, le conseil d'administration comme les salarié-e-s, a vraiment évolué de la même manière. Aujourd'hui notre action est devenue nettement plus politique qu'au début, et cette dimension est venue par l'expérience sur le terrain. Parce que, justement, en étant au cœur du territoire à parler du patrimoine disponible, des potentialités, et des questions quotidiennes au contact des habitantes et des habitants, les résidences, comme beaucoup de nos actions, ont ouvert progressivement des espaces d'échange, de partage et de projection pour des communautés habitantes.

Lors de chaque résidence, les architectes mènent leur démarche en explorant les lieux, mais aussi en révélant la façon dont les personnes les habitent et les façonnent. Ils travaillent sur l'aspect spatial du territoire, comme sur son aspect social. Cette approche du territoire est très vivante. Sur un même sujet lié au territoire, on s'est rendu compte que la façon dont on en parle peut aussi bien complètement bloquer les gens lors de réunions publiques dans le cadre de l'élaboration d'un règlement d'urbanisme par exemple, ou à l'inverse complètement les libérer, ce que nous vivions avec nos résidents. En tant qu'acteur culturel autour de l'architecture, ce sont des expériences qui forcément nous ont fait réfléchir sur nos pratiques, et qui ont ouvert le côté politique de l'architecture – qui s'est d'ailleurs accentué avec nos prises de conscience liées à l'écologie.

Cela fait également quatre ans qu'on a décidé de demander aux équipes accueillies en résidence d'intégrer l'économie circulaire et le recours aux ressources locales dans leur projet. Avant, les architectes avaient tendance à acheter du neuf sans trop réfléchir, à aller à la scierie du coin, à mobiliser les habitant-e-s, à faire les encombrants... On se rend compte que les réels besoins ne représentent finalement pas grand-chose et qu'on peut déjà faire avec ce qui est disponible. De ce point de vue-là, on peut considérer qu'on défend des pratiques nettement plus artisanales qu'industrielles de l'architecture. En portant attention à la manière dont on mobilise les ressources, c'est aussi une occasion d'expérimenter très concrètement la frugalité.

Peut-on considérer que la résidence en tant que telle est, elle aussi, un laboratoire pour l'ensemble des territoires normands ?

Notre rôle de diffusion de la culture se passe à tous niveaux, aussi bien dans les territoires où ont lieu les résidences, qu'au sein de notre réseau d'acteurs — institutions, élu-e-s, associations, etc. — qui sont tous des acteurs situés. A chaque début de résidence, lorsqu'on arrive dans un bourg ou un quartier qu'on connaît souvent très peu, on cherche à la fois à ouvrir les possibles de ce microcosme local en mettant les bonnes personnes autour de la table du projet ; et en même temps, on essaie toujours d'y amener des acteurs et actrices de notre réseau plus large, afin de tisser des liens, de créer du dialogue et de faire infuser d'autres pratiques, notamment dans la commande publique.

Plus largement, j'ai l'impression que les expériences que nous menons en Normandie fonctionnent principalement parce que le terreau y est fertile. Notre action est façonnée par un ensemble de relations tissées entre acteurs et actrices déjà en place qui ont une vraie culture de la collaboration. Territoires pionniers a trouvé une place dans cette constellation de forces vives où on arrive à pousser les curseurs sur nos thématiques. Et c'est en avançant ainsi que notre action se pérennise, car nous, au contraire des résidents qui repartent, nous poursuivons la diffusion de ces expériences là où nous sommes. De résidence en résidence, on continue à questionner les manières de faire depuis le terrain avec ceux qui vivent et travaillent ici.

Dans tout cela, nous travaillons à la fois le niveau local, le niveau régional, mais aussi le niveau national. Parce que la résidence d'architecte est une initiative du ministère de la Culture à la base,

De résidence en résidence, on continue à questionner les manières de faire depuis le terrain avec ceux qui vivent et travaillent ici.

mais aussi parce que cette action a été repérée par plusieurs dynamiques d'acteurs intéressantes. C'est le cas du POLAU (pôle arts & urbanisme à Saint-Pierre-des-Corps), porteur notamment de la plateforme *Arteplan* et du Parlement de Loire, ou des

auteurs du projet *Nouvelles richesses* présenté au Pavillon français à la Biennale d'architecture de Venise en 2016 qui ont identifié nos résidences comme terreau facilitant l'émergence de projets durables. Et puis surtout parce que, depuis 2017, Territoires pionniers diffuse et partage ses pratiques, ses outils et son expérience au sein du Réseau des maisons de l'architecture dont nous faisons partie et qui développe des résidences maintenant partout en France.

J'ai l'impression que les résidences, au fur et à mesure, s'orientent de plus en plus vers la transformation écologique et sociale : tu es d'accord avec ça ?

Oui c'est vrai, c'est lié à une évolution des sensibilités de l'équipe de Territoires pionniers, nourries notamment par celles des équipes que nous accueillons. En étant au contact de terrains multiples, nous avons une conscience de plus en plus forte de l'urgence dans laquelle nous nous trouvons toutes et tous. Pour nous, sensibiliser

à l'architecture et à l'urbanisme, c'est aussi sensibiliser à l'écologie. Aujourd'hui ça ne fait plus sens de séparer ces enjeux. Ce dont on a besoin c'est d'inventer de nouvelles manières d'habiter chaque territoire, de trouver des solutions adaptées à ses problématiques propres et par là, d'en fabriquer les espaces.

Depuis deux ou trois ans, et donc avec déjà sept ou huit ans d'expérience, on n'hésite plus à aborder d'emblée les questions de fond. Avant, on avait tendance à commencer par parler de patrimoine, maintenant on parle directement de transformation écologique et sociale. On en parle de façon concrète, c'est-à-dire en questionnant l'organisation collective de l'espace public et des communs, la relocalisation d'activités, l'hospitalité, la formation des jeunes générations à ces enjeux, la mise en discussion des modes de gouvernance, etc.

Sur quelques mois, la résidence permet de révéler et mettre en musique ce que chacun et chacune peut apporter. Dans un espace ou lors d'un événement, elle permet à chaque personne de prendre sa place et de mettre ce qu'il ou elle sait le mieux faire au service d'une vision commune. On met en œuvre quelque chose qu'on a imaginé ensemble, qui a du sens pour tous, ici, et où chacun-e trouve sa place. À ce moment-là, le faire ensemble devient possible pour tout le monde, de façon apaisée, joyeuse même. Puis, de cette expérience positive, de ce précédent, toutes et tous en tirent une force : tu sais que tu l'as fait une fois et que donc, tu peux le refaire. L'action culturelle apparaît alors comme un vrai levier de transformation, un outil du changement partant directement des territoires et des habitant-es, et permettant donc d'encapaciter toutes les personnes impliquées.

Quelles sont les actions de Territoires pionniers pour mettre tout ça en réseau ?

La principale, c'est *Chantiers communs*, qui est un moyen pour nous de faire fructifier ces résidences, de diffuser ce qui s'est passé, de les mettre en lien avec d'autres actions et d'autres acteurs. Ce mois dédié à l'architecture en Normandie est aussi l'occasion pour nous de partager au niveau régional et national les réflexions et les idées issues de notre travail. Et, autour de l'organisation de l'événement bien sûr, on active des liens avec tous les territoires et les partenaires associés, on infuse une certaine vision de notre région. Tout ça se construit et évolue bien entendu au fil du temps – on y travaille en tout cas.

Et puis, depuis deux ou trois ans, suite à certaines de nos résidences, des collectivités souhaitent prolonger le travail avec les architectes en lançant d'autres types de missions que ce soit dans le cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de préfiguration de gouvernance partagée sur la gestion d'espaces communs, de transformation directe de l'espace public, etc. Ces missions peuvent entrer dans le cadre de marchés publics ou tout simplement être faites en régie, avec des associations locales, ou encore dans le cadre de budgets participatifs. Ce sont des commandes d'utilité publique selon moi. L'architecte retrouve alors sa place dans la Cité comme acteur jouant pleinement un rôle au milieu des habitant-e-s, en faisant en sorte que son expertise soit bénéfique à toutes et tous. Nous continuons à accompagner ces volets plus opérationnels en y apportant notre expertise ou en permettant aux personnes impliquées dans la mise en œuvre de ces projets de témoigner et partager ce qu'elles ont réalisé dans le cadre de notre programmation culturelle. C'est une façon de les soutenir et de renforcer les liens que nous avons tissé avec elles.

Et les résidences permettent aussi de se projeter ensemble dans des futurs désirables, non ?

En effet. Lors des deux dernières résidences par exemple, à Regnéville-sur-Mer (Manche) et dans le quartier Caponière à Caen (Calvados), les équipes ont travaillé sur des visions prospectives : l'une sur les effets du dérèglement climatique sur une commune rurale littorale, et l'autre sur ces mêmes enjeux mais en accompagnement d'une démarche de quartier urbain en transition portée par des citoyens.

Avec la prochaine résidence qui se tiendra entre juin et octobre 2021 à Saint-Sauveur-Villages, notre envie est de revenir dans la communauté de communes Coutances Mer et Bocage, la même que Regnéville-sur-Mer, afin de travailler les solidarités entre littoral et bocage depuis l'intérieur des terres. Cela permettra aussi de questionner les effets du dérèglement climatique et de la montée des eaux sur les écosystèmes des marais, en lien avec le PNR des Marais du Cotentin – qui vient par ailleurs de réaliser l'exposition *Vivre dans le Parc en 2050*, restituant une démarche participative très inspirante pour nous. Tout cela recoupe également un travail que nous menons depuis plus d'un an autour des questions de "biorégion", que nous avons décidé d'intégrer à cette prochaine résidence.

Ce qui nous intéresse avec la commune de Saint-Sauveur-Villages, c'est qu'on est dans un contexte particulièrement favorable avec des élu-es de la communauté de communes déjà sensibilisé-es à l'évolution du climat et à ses effets très sensibles dans cette partie

du Cotentin, et une nouvelle équipe municipale composée de jeunes élu-es qui souhaite vraiment impliquer et associer la population autour de ces sujets. En s'appuyant sur ce terreau fertile, la résidence devrait donner l'occasion d'imaginer et développer avec eux des projets collectifs, tout en faisant écho à ce qu'on vient de déployer autour de l'écologie lors de la troisième édition de *Chantiers communs*.

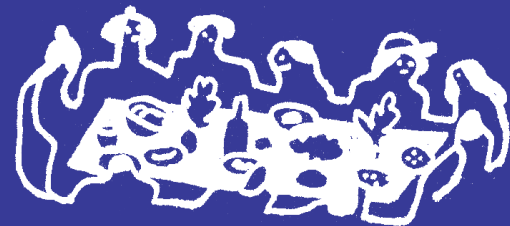
Et à quelles évolutions du dispositif peut-on s'attendre dans les années qui viennent ?

J'ai l'impression que le virage s'est déjà produit avec la résidence à Regnéville-sur-Mer. La démarche menée durant la résidence a intégré des données et scénarios à l'horizon 2050 et 2100 issus des travaux du GIEC normand¹. L'enjeu dorénavant est de s'appuyer là-dessus et d'associer plus fortement encore les habitantes et les habitants à ces réflexions-là. Pour moi, le projet culturel propose vraiment un espace propice où on peut mettre ces sujets sur la table de manière douce, collective et profonde. Et donc, dans cette perspective biorégionale que j'évoquais, ce qui nous importe désormais, c'est d'arriver à faire émerger des questions depuis les territoires, en s'appuyant sur les ressources locales, les savoir-faire, les milieux, les rituels qui rassemblent les communautés, etc. Le tout en vue de faire émerger des possibles, des idées nouvelles et d'initier des projets très concrets qui pourraient ensuite être mis en œuvre localement.

De plus, dans la continuité de ce qu'on a déjà travaillé en milieu rural ou urbain, nous aimerions aller questionner ces sujets en milieu périurbain ou encore dans des quartiers populaires, afin d'imaginer avec les communautés habitantes ce que pourrait devenir la vie dans ces lotissements, ces ensembles denses, ces zones d'activité, et tous ces espaces de liaison entre la ville et la campagne – l'enjeu étant bien sûr, par là, de dépasser ce dualisme et de pouvoir inspirer tous types de communes à activer des transformations écologiques et sociales.

La question de fond, en somme, c'est de savoir ce que veut dire habiter là où on vit, comment cela fait lien avec des manières ancestrales d'habiter. Alors que nos modes de vie s'en sont éloignés depuis 70 ans, il s'agit d'imaginer comment renouer avec ces façons d'habiter plus vernaculaires afin de les réévaluer à l'aune des enjeux actuels et s'en ressaisir pour véritablement "réhabiter" la Normandie.

¹ Pour de plus amples éléments, voir : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (<https://www.normandie.fr/giec-normand>)



éco-fiction

boutures d'avenir

- Territoires pionniers

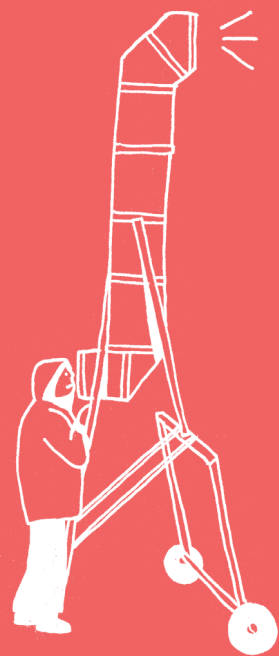
Un après-midi d'avril 2021, l'équipe de Territoires pionniers s'est installée sur le trottoir devant son local caennais. Pendant une heure, à cinq autour d'une table, nous avons pris le temps d'imaginer ce que pourrait être l'action de la Maison de l'architecture dans dix ans. Avec ce travail de projection, ce sont d'autres lignes de transformation qui s'ouvrent, l'incarnation de potentialités futures, à la fois sensibles et populaires.

Mai 2031, le printemps tarde à poindre sur la baie des Veys. Les quelques oiseaux revenus trop tôt semblent grelotter sous le frimas des Saints de glace. Malgré les grosses sécheresses estivales des quelques années précédentes, le Parc des marais du Cotentin continue de subir les assauts tardifs du gel. Climat dérégulé et récoltes atrophiées : comme disent les derniers anciens *Notre bout de monde n'a plus d'saisons*. La rumeur court qu'ils se mettent tous à le dire aux quatre coins du globe. Et les oiseaux eux-mêmes, déboussolés dans leurs habitudes millénaires, tempérant leurs mouvements dans l'attente du redoux, semblent confirmer les dires des paysans. Pourtant, de façon presque improbable, une grappe de jeunes gens s'affaire rive sud, sur les maigres hauteurs côté Brévands. Quelques hirondelles en s'approchant remarquent une succession de formes inattendues qui n'étaient pas là à la fin de l'été précédent : yourtes et dômes, roulottes et cabanes s'égrènent sur le campement. Sous une charpente de poutres récupérées aux alentours, une grange en bauge prend doucement vie. Probablement ne le savent-elles pas encore, ces hirondelles – ou peut-être qu'elles le devinent – mais ce lieu est pensé pour elles, et pour le village qui souhaitent relancer une activité de minoterie à quelques encablures d'où se tenait, dans le temps, un petit cortège

de moulins à vent. Un refuge à oiseaux et un abri pour humains. Ce chantier-école initié et coordonné par Territoires pionniers pour la troisième année consécutive, sorte d'université du savoir-faire, regroupe une promotion d'une dizaine de jeunes architectes et paysagistes se formant à la construction en terre crue et à l'assemblage du bois. En partenariat avec la Maison du Parc et une poignée d'artisans locaux, ils et elles s'activeront deux semaines encore pour livrer aux paysans-boulangers de la commune un espace de stockage pour leurs machines low-tech avec un grenier à l'étage, implanté assez haut dans la baie pour se prémunir de la montée des eaux des prochaines décennies.

Juin 2031, un chapelet de communes de la vallée de l'Orne se prépare à sa grande fête annuelle de bassin-versant pour le solstice d'été. Depuis six ans maintenant, accompagnées par Territoires pionniers, des communes toujours plus nombreuses rejoignent le mouvement et la fête du fleuve prend de l'ampleur. Randonnées à pied ou en kayak, banquets locaux, expositions itinérantes, bals populaires et projections pédalées, temps de création artistique amateur, plantation d'arbres, enquêtes collectives sur la biodiversité, ateliers d'artisanat en tout genre : pendant cinq jours, tout au long de la vallée, une myriade de bassins de vie explore les enjeux de la réhabitation. En s'appuyant sur près de cent associations confédérées de la source à l'estuaire de l'Orne, la fête se coordonne et se prépare sur plus de six mois à coups de rencontres intercommunales, de groupes de travail thématiques et d'actions harmonisées à l'année. Ce projet, né pour soutenir au mieux toutes les citoyennes et les citoyens engagés dans la transformation écologique et sociale, a vocation à sensibiliser et accompagner les communes volontaires vers des autonomies locales mutualisées et une plus grande solidarité de bassin-versant. En développant d'autres rapports à l'espace et au temps, cette fête donne le sentiment à qui s'y rend la première fois d'être une expérimentation, chaque année répétée, de tissage de liens d'entraide par et pour les habitantes et les habitants de cette région – préparation collective nécessaire à mesure que les bouleversements climatiques avancent. L'été qui arrive, probablement plus chaud que jamais dans ce coin de Normandie, reste une source de joie malgré tout. Ici, à la fête de la Saint-Jean dorénavant on n'allume plus de feux, mais on se met à l'eau.

Juillet 2031, à quinze kilomètres tout autour de Vire, les récoltes battent leur plein dans les zones pavillonnaires. Cela aurait encore paru improbable il y a dix ans, mais les lotissements périurbains avaient continué à s'étendre en périphérie des communes quelle que soit leur taille et, dans le même temps, le prix des produits alimentaires de base s'était envolé. La vie pavillonnaire était devenue de plus en plus intenable, socialement et économiquement, sans une organisation collective de la production de céréales, de fruits et de légumes. Des coopératives agricoles de voisinage avaient peu à peu vu le jour dans différents lotissements, et face à la difficulté croissante à se nourrir dignement, l'idée avait plu et s'était répandue comme une trainée de poudre. A l'instar du mouvement des Amaps au début des années 2000, tout un réseau naissant de mise en commun de la production alimentaire était en train de prendre forme, de façon encore précaire mais déjà puissante, dans des centaines de lotissements partout en Normandie. Entre la mise en permaculture d'une part importante des jardinets individuels et la désimperméabilisation d'espaces plus importants des quartiers pour un travail collectif de la terre, c'étaient plusieurs hectares qui étaient réorientés vers une agriculture de proximité – et donc plusieurs tonnes de fruits et légumes à l'année – dans chaque lotissement participant. Autour de Vire, épaulée par une série de structures solides (dont Terre de liens, l'Atelier paysan et Territoires pionniers notamment), une coopérative intercommunale était en train de voir le jour avec un triple objectif : multiplier les surfaces de production, coordonner les types de plantations et de transformations, et assurer des circuits de distribution solidaire. En ce mois de juillet 2031, donc, les récoltes battent leur plein et des équipes entières se préparent déjà à assurer la mise en pot et en conserve, la réalisation de multiples confitures et farines. Cette coopérative, on allait d'ailleurs probablement l'appeler OLMGRAINE, en hommage à David Holmgren, l'un des inventeurs de la permaculture – lui qui avait déjà émis l'idée, bien avant tout le monde, dès 2005, que l'avenir de toutes les zones pavillonnaires du monde (les *suburbs* comme on dit en anglais) pouvait être de devenir les fermes collectives de demain.



postface

quelle architecture pour le monde qui vient ?

- Mathias Rollot

Mathias Rollot a reçu une formation d'architecte et a pratiqué pendant une dizaine d'années dans les domaines de la conception, de la maîtrise d'œuvre et de l'expertise. Après un doctorat aux côtés de la philosophe Chris Younès, il a écrit, traduit et édité une quinzaine d'ouvrages de recherche sur des sujets tels que la théorie de l'habitabilité, les conditions de possibilités de l'architecture contemporaine ou encore l'histoire du biorégionalisme. Il vit et travaille aujourd'hui en tant qu'enseignant-chercheur à Nancy.



De la crise existentielle de la ruralité...

Depuis quelques décennies déjà, il est courant de dire et de penser la ruralité exprimée au filtre du lexique de la vie et du vivant : en tous lieux, on entend débattre de sa « vitalité », des conditions de sa « revitalisation » ou des raisons de sa « dévitalisation ». Un petit pamphlet publié par l'agricultrice Anne-Cécile Suzanne dans *Le Monde* du 29 décembre 2020 me fait toutefois constater qu'il est beaucoup plus rare, mais pas moins intéressant, d'entendre la problématique posée au filtre de la pensée de *l'existence*.

Intitulée « Cette campagne que l'on oublie », la tribune est à lire comme un éloge de « la campagne » autant que comme une attaque en règle de « la ville » ; c'est un cri plein d'énergie autant qu'une longue plainte désespérée. On regrettera que le texte soit farci de stéréotypes en tous genres, des caricatures qui reconduisent allégrement les dualités bien connues : la ville contre la campagne, les élus contre les citoyens, les normes contre le bonheur, les vegans contre le bon sens, etc. Mais ce qui frappe à la lecture de l'article est surtout la façon dont il témoigne, à merveille, de *la crise existentielle de la ruralité*. Mme Suzanne insiste en effet : « la ruralité a le droit

d'exister » – ce qui n'est évidemment qu'une formule, l'existence n'ayant jamais pu relever du domaine du droit. On ne demande pas le droit d'exister, pas plus qu'on ne peut l'accorder ; l'existence germe, s'acquiert, s'étend – qu'on le lui ait permis ou non. Or, la ruralité, justement, se meurt d'exister. Mais exister aux yeux de qui, au juste ? Ou, autrement formulé : si la ruralité n'existe plus, « où est-ce » : dans les esprits, dans les cœurs ? Ou bien à la télévision, dans les médias, dans les discours officiels ? Pour Anne-Cécile Suzanne, la ruralité « en a marre qu'on ne parle que banlieues, bio et 5G », « alors [elle] vote pour le Rassemblement national, [elle] bloque quelques ronds-points, juste pour exister un peu au regard de la ville, le temps de reportages télévisés ».

Comme tout territoire, « la ruralité » française voudrait donc être mise en situation d'existence. J'emploie ici à dessein la forme passive, en ce que, comme cela a bien été raconté par de nombreux philosophes, l'humain « n'a pas la capacité de se faire auto-exister »¹ : exister, c'est exister en l'autre, chez l'autre, c'est *être existé* par lui. Ainsi en va-t-il de la

campagne déplorée, qui aimerait bien qu'on s'intéresse à elle, qu'on parle d'elle, voire, sans doute, qu'on lui demande son avis, qu'on la fasse parler. De sorte que le sujet ne serait pas tant le nombre de personnes vivant à la campagne, que le fait que leurs vies seraient, en quelque sorte, *inexistantes*. N'est-ce pas ce dont parle aussi le collectif Paysages de l'Après-Pétrole, lorsqu'il dénonce ce fait qu'« à l'heure actuelle, le patrimoine bâti rural et les villages continuent leur déclin dans une sorte d'indifférence générale, à l'exception, autour de sites exceptionnels, de quelques bulles d'espaces préservés et valorisés »² ?

Le Jardin de Babylone, magistral ouvrage de Bernard Charbonneau paru en 1969 et republié en 2002 par les éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, retrace magnifiquement cette histoire d'un territoire national entièrement reconfiguré par la modernité pour devenir

le jardin d'une métropole parisienne l'utilisant comme un pur moyen au service de ses fins à elle (moyen de se nourrir, moyen de se divertir, moyen de se valoriser). S'il me semble intéressant de revenir sur la question pour mettre en relation cette crise existentielle de la campagne contemporaine avec les expérimentations menées par Territoires pionniers ces dix dernières années, c'est qu'à l'évidence ce n'est pas tout à fait un hasard si ces résidences fantastiques, d'un genre nouveau, ont choisi d'enquêter sur des territoires tels que ceux de Ceton, Mortain, La Ferrière-aux-Etangs, Trévières et Sainteny – des communes normandes de respectivement 1800, 1500 et 900 habitants. Cette « structure culturelle nouvelle génération » n'est pas seule pour autant sur ce terrain ; tout au contraire, son activité-activiste est un témoin parmi bien d'autres du regain d'intérêt national pour cette « crise existentielle de la ruralité » évoquée à l'instant.

Sa naissance coïncide tout à fait avec l'émergence, en 2009, du réseau Espace rural & projet spatial, un organisme de partage, de recherche et d'enseignement autour des questions de ruralité et de la place de l'architecte, de l'urbaniste, du paysagiste et du « projet » en son sein³. Un peu avant encore, c'est aussi l'ENSA de Nancy qui initiait, dès 2006, une pratique d'enseignement « hors-les-murs » engagée sur les territoires ruraux, leurs habitant-es et problématiques propres. « Profondément convaincu que les enjeux d'urbanisme ne se limitent pas à quelques projets phares et médiatiques dans les grandes métropoles »⁴, l'enseignant et urbaniste praticien Marc Verdier y aura défendu la ruralité pendant plus de quinze ans et autant de sessions pédagogiques *in-situ* en partenariat avec des Parcs Naturels Régionaux. Il insiste à ce sujet : « La ruralité est un lieu d'expérimentation et de projet pour les Parcs depuis 1967, pour les CAUE depuis 1977... mais finalement est un sujet relativement peu présent dans les pédagogies des Ecoles d'Architecture. ». Son objectif est clair, il ne s'agit pas de « former des architectes de « campagne » », mais de montrer à quel point « les territoires ruraux, par la spécificité de leur organisation et l'interrelation entre les matières et sujets qu'ils impliquent et les proximités avec les acteurs qu'ils supposent, constituent une valeur

¹ Neuburger, Robert, *Exister. Le plus fragile des sentiments*, Paris, Payot, 2012, p. 49.

² François Tacquard, Mathilde Kempf, Armelle Lagadec, « Beaux villages de France ? Pour un urbanisme rural au chevet de nos campagnes », dans Collectif PAP, *Villes et territoires de l'après-pétrole, Le paysage au cœur de la transition*, Paris, Le Moniteur, 2020, p.147. Je souligne.

³ <https://erps.archi.fr>

⁴ Marc Verdier (éd.), *Projets d'extensions urbaines dans le massif des bauges. Chronique d'un atelier*, ENSA Nancy, 2006, p.15.

générique de formation pour nos étudiants architectes⁵ ». Autant, bien sûr, que de profiter de l'Ecole d'Architecture comme d'un moyen de contribuer à la métamorphose des territoires.

A l'échelle internationale, enfin, il est tout à fait significatif que l'OMA/AMO ait pu livrer tout récemment une magistrale exposition au Guggenheim de New York intitulée *Countryside, The Future*⁶, dans le même temps que prenait place à la Triennale de Lisbonne la très remarquée exposition *Agriculture & Architecture : Taking the Country's side*⁷. Partout, les sujets se déplacent, les problématiques se réorganisent ; l'architecture semble commencer sa mue... Car ces intérêts nouveaux (ou a minima renouvelés) pour « ce qui n'est pas la ville » s'inscrivent pleinement dans tout un faisceau contemporain de réflexions interdisciplinaires sur les rapports entre urbain et non-urbain, humain et non-humain,

Partout, les sujets se déplacent, les problématiques se réorganisent ; l'architecture semble commencer sa mue...

et les manières de déconstruire ces dualités qui nous empêchent de penser autrement nos écosystèmes partagés dans toutes leurs complexités. Mais ils portent surtout en eux un propos très fort, sur une autre question prégnante pour les métiers de la conception et de la construction, une problématique plus disciplinaire celle-ci : *qu'advient-il de l'architecte et de l'architecture au 21^e siècle ?*

...à la crise existentielle de l'architecture

Là où il pouvait paraître assez simple d'envisager l'architecte comme le garant des savoirs sur le monument – cet objet magistralement isolé, ordonné, composé, stylisé –, en quoi se tourner encore vers des architectes si l'enjeu contemporain n'est plus le bel objet mais le devenir des dynamiques territoriales croisées, ou si la question n'est plus celle de l'expérience spatiale extraordinaire, mais celle des relations problématiques entre d'une part faits économiques, sociaux et politiques, d'autre part mutations comportementales et technologiques, et enfin métamorphoses environnementales accélérées et catastrophiques ? Après tout, il n'est pas évident

⁵ Marc Verdier (éd.), *Campagnes en projets (2005-2015), 10 ans d'ateliers territoriaux*, ENSA Nancy, 2015, p.13.

⁶ <https://www.guggenheim.org/exhibition/countryside>

⁷ <https://2019.trienaladelisboa.com/en/exposicoes/agriculture-and-architecture-taking-the-country-side/>

que ladite *crise existentielle de la ruralité* concerne en quoique ce soit l'architecte et l'architecture...

Ces débats renvoient immanquablement aux nombreuses interrogations sur la discipline et le métier, et leurs possibles évolutions. C'est la question de savoir ce qu'on pourrait encore attendre aujourd'hui de l'architecture, à l'heure où « la technologie se propose d'être l'architecte de nos intimités »⁸. Ou encore quels rôles et responsabilités confier encore aux architectes et aux urbanistes, si c'est aux informaticiens et aux commerciaux de la *smart city* et du *smart landscape*⁹ qu'on demande de penser et de remodeler nos territoires. Fin 2016, à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille, une très sérieuse rencontre nationale s'interrogea très explicitement : « Pourquoi et comment l'architecture est-elle encore utile ? ». Si la question est posée, c'est d'une part que la question se pose, et d'autre part que les réponses ne sont finalement plus si évidentes qu'elles ont pu l'être par le passé. De même, en 2019, avec *Nos jours heureux, Architecture et bien-être à l'ère du capitalisme émotionnel*¹⁰, le prestigieux Centre Canadien d'Architecture proposait de s'accorder sur ce fait que, dans un monde dopé aux évaluations, « les éléments de base de l'architecture, comme la surface, le plan et l'orientation, ne sont plus conçus comme les renseignements les plus pertinents » pour les futurs habitant-es : ce qu'il faudrait, pour être heureux, ce ne serait plus le projet politique d'une architecture de qualité, mais un ensemble inter-individuel de surfaces à meubler, au service d'identités visuelles clés-en-main. Plus récemment encore, un consortium de syndicats et d'institutions architecturales a cru bon d'écrire une lettre ouverte au Premier Ministre pour lui rappeler l'existence de leur métier tandis que le gouvernement semblait s'interroger sur l'absence d'acteurs capables de prendre en charge la rénovation des passoires thermiques du pays...¹¹

⁸ Sherry Turkle, *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies de moins en moins de relations humaines*, L'échappée, 2015, p.19.

⁹ Rem Koolhaas, « Le territoire intelligent », dans R. d'Arienzo et al., *Ressources urbaines latentes*, Métispresses, 2016, pp. 89-94.

¹⁰ Francesco Garutti (éd.), Steinberg Press, 2019, 326p.

¹¹ « Le Gouvernement semble comprendre que pour analyser un bâtiment existant, déterminer quels travaux sont pertinents dans une cohérence globale, choisir des entreprises fiables au meilleur prix, un professionnel est indispensable. Pour l'ensemble de ces missions, il existe dans la langue française un mot clair, celui de « métier ». Et le métier de celui qui conçoit et assure la bonne exécution des travaux, c'est celui d'architecte. Nous sommes consternés de constater que le Ministère du logement ignore encore une fois l'existence des architectes » (Collectif, « Avec les architectes, pour une rénovation de qualité », 7 avril 2021).

Ces quelques constats ne sont que les reflets de la partie émergée d'un iceberg bien plus gigantesque, que l'esprit peine à concevoir pleinement ; des îlots témoignant à la fois d'une inadaptation et d'un abandon croissant de la discipline architecturale dans le monde contemporain. Ce fait nous place face à au moins deux possibilités : l'abandon, ou la réinvention du sujet obsolète. Ce choix apparent – binarité classique de toute situation d'obsolescence –, doit toutefois être complexifié pour ne pas être traité comme s'il s'agissait d'un simple débat interne à la discipline architecturale (quel débat d'ailleurs pourrait bien l'être?¹²). En le précisant dans les lignes qui vont suivre, j'essaierai au mieux d'y inclure quelques-uns des tenants sociaux, politiques et éthiques qui y sont en jeu ; l'objectif étant de montrer la place, tout à fait intéressante, que peut tenir l'association Territoires pionniers et ses actions militantes de terrain au sein de ces débats.

Premier scénario : ruine de l'architecture

Disons premièrement qu'il est tout à fait possible de choisir (consciemment d'accepter cette inadaptation radicale de « l'architecture » face à un monde en pleine métamorphose. Accepter ce qu'annonce froidement – et, certes, ce que déplore ! – l'architecte Alain Sarfati, à savoir que « le diagnostic est simple : nous allons vers

une disparition annoncée, peut-être programmée, de l'architecture. »¹³. Après tout, c'est une évidence : nous pouvons vivre, et même habiter sans architectes et sans architecture. Un tel scénario pourrait tout à fait convenir aux défenseurs de l'autonomie habitante, aux critiques

de l'expertise et aux anarchistes en tout genre – d'Ivan Illich¹⁴ à Murray Bookchin¹⁵, la liste des théoriciens en faveur d'un tel paradigme serait aussi longue que passionnante à établir. Paradoxalement, toutefois, seraient probablement tout aussi ravis de cet mise au rebut de l'architecture les tenants de la domotique

¹² Jeremy Till, *Architecture Depends*, MIT Press, 2009.

¹³ Lettre ouverte disponible en ligne à l'adresse : <https://www.sarea.fr/pdf-2/03.pdf>

¹⁴ Voir la position éminemment anti-architecte de l'auteur dans un texte comme « L'art d'habiter », conférence donnée en 1984 devant un parterre d'architectes au Royal Institute of British Architects ; texte récemment republié sur *Topophile* à l'adresse : <https://topophile.net/savoir/lart-dhabiter>

¹⁵ *L'écologie sociale. Penser la liberté au-delà de l'humain*, Marseille, Wildproject, 2020.

et de la ville automatique, les chantres de la numérisation et de la robotisation du monde, et les dominants assis sur le capitalisme de surfaces et du bien-être : tout un pan idéologique, radicalement opposé au premier univers évoqué, et aux nourritures intellectuelles *technophiles* et centralistes non moins nombreuses.

En d'autres termes, ce pourrait être la technologie, l'ingénierie et le capitalisme cognitif, ou bien la débrouille, l'autodétermination structurée et l'entraide populaire – la dystopie des uns faisant l'utopie des autres et *vice versa*. Ou plus probablement, un mélange des deux ? Peu importe, pour l'heure, l'intérêt cognitif de ces scénarios évoqués étant simplement de faire entendre *la possibilité d'une telle disparition*. Peu d'architectes acceptent de le reconnaître, mais c'est un fait certain : l'architecture *pourrait* s'arrêter. Voire, plus précisément : *nous pourrions*¹⁶ choisir d'en finir avec cette tradition experte millénaire, de l'exacte même façon que nous avons cessé de poursuivre bon nombre de traditions anciennes non moins fantastiques, de la peinture à l'huile à la gravure sur marbre, jusqu'aux bas-relief et aux mosaïques de céramique – et bien d'autres savoir-faire historiques encore.

Second scénario : métamorphose de l'architecture

Un deuxième scénario se dessine aux côtés de ce premier : celui de la transformation, nécessairement radicale, de la discipline et de ses protagonistes. L'obsolescence étant avant tout une opportunité de réinvention stimulante¹⁷, nous pouvons aussi choisir, collectivement, architectes et non architectes, de transformer « l'architecture » pour lutter contre son abandon ou son obsolescence constatée. Or cela, à nouveau, peut être réalisé dans deux directions bien différentes : ou bien nous pouvons choisir de convertir l'architecture au monde actuel, ou bien nous pouvons chercher à la transformer pour qu'elle puisse devenir un outil de lutte contre ce monde.

Dans le premier cas de transformation – changement auquel contribuent déjà activement bon nombre d'acteurs de la fabrique urbaine actuelle –, il est question de transformer la discipline pour la soumettre entièrement à la société contemporaine telle

¹⁶ Ce « nous » n'incluant, bien sûr, pas beaucoup d'architectes – partis prenantes dans l'affaire !

¹⁷ Mathias Rollot, *L'obsolescence. Ouvrir l'impossible*, Métispresses, 2016.

que nous la vivons actuellement, avec son libéralisme économique accéléré et démesuré, son productivisme et son extractivisme éhonté, ses modalités consommatoires, normatives et sécuritaires. C'est la version « développement durable » de l'architecture : la mise en durabilité du paradigme développementiste. Que devient l'architecte dans un tel monde ? A n'en pas douter, ils n'en sont déjà pas très loin, les grouillots d'agences formés aux logiciels de la Silicon Valley et assujettis aux *desiderata* des promoteurs qui les emploient ; ils se retrouvent à servir un façadisme à la mode pour cacher l'uniformité et faire vendre des logements standardisés au plus haut prix. Que reste-t-il encore d'« Architecture » dans leur pratique bien transformée pour convenir en tout point aux politiques urbaines et au marché de l'immobilier en vigueur ?

Dans le second cas de transformation de l'architecture, s'il s'agit de transformer la discipline devenue obsolète, ce n'est pas pour mieux l'adapter à notre *modernité liquide*¹⁸, mais au contraire pour en saisir les éléments capables d'y résister le plus efficacement, et les développer encore. Alors figure contre-culturelle, arme de lutte, outil de résistance, l'architecte doit *justement* ! aller chercher ce qui faisait de l'architecture une figure « obsolète », son *archaïcité fondamentale*¹⁹ : ses tendances à la lenteur, à la permanence et à la lourdeur ; ses outils de regard critique et de projection spéculative-utopiste sur le réel terrestre ; ses méthodes pour penser en bonne synergie les besoins présents et les devenir futurs des vivants et des lieux ; ses capacités à analyser, représenter et projeter les milieux habités *via* des techniques spatiales *bioclimatiques*, *low-tech* et/ou *low-cost* ; ou encore les manières de penser collectivement les transformations territoriales²⁰. Bref, ce que peut-être Panos Mantziaras exprimait aussi en affirmant que « si l'architecture doit à tout prix subsister [...] c'est parce qu'elle seule peut produire certaines figures de connaissances critiques à l'ère de l'Anthropocène »²¹.

¹⁸ Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, Paris, Pluriel, 2005.

¹⁹ Stéphane Bonzani (éd.), *L'archaïque et ses possibles*, Genève, Métispresses, 2020 ; Mathias Rollot, *Les territoires du vivant. Un manifeste biorégionaliste*, Paris, François Bourin, 2018.

²⁰ Méthodes collectives qui ne datent pas de « la participation » moderne, si du moins on se souvient des écrits de Lewis Mumford rappelant par exemple que « les citoyens de Florence choisissaient eux-mêmes, par un vote, le type de piliers qui soutiendraient leur cathédrale ». Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire* (1989), Marseille, Agone, 2011, p. 434.

²¹ Panos Mantziaras, « Pour une épistémologie de l'architecture », in Jean-Louis Cohen (dir.), *L'architecture entre pratique et connaissance scientifique*, Paris, éditions du Patrimoine, 2018, p. 37.

C'est, à l'évidence, au déploiement de ce dernier scénario de transformation qu'ont contribué, très activement et efficacement, les formidables expérimentations menées par Territoires pionniers durant toute la décennie 2010. Au travers des débats, des résidences, des expositions, des actions de médiation, au travers des mots et de la posture même qu'incarne Elisabeth Taudière et son équipe, on retrouve cette même volonté de montrer que l'architecture ne se réduit pas à la maîtrise d'œuvre ; que les architectes sont des libérateurs de potentiels, des catalyseurs de paroles et de projets collectifs ; que les flux et les dynamiques territoriales peuvent être saisies et mises en mouvement par la réflexion sur les devenir urbains et les espaces (co)habités ; etc. C'est, à chaque fois, d'une mutation stimulante de la discipline architecturale dont il s'agit – dans la même veine que celles portées par les acteurs et actrices de « la permanence architecturale »²², de la circularité des matières²³, du libre devenir des lieux²⁴ et des « collectifs »²⁵ ; c'est un pas vers la *déprise d'œuvre*²⁶, et pour le meilleur.

C'est, à chaque fois, d'une mutation stimulante de la discipline architecturale dont il s'agit

Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci

J'en reviendrai alors, pour conclure, à mon questionnement initial sur la crise existentielle des territoires, pour l'affirmer à mon tour : c'est certain, si les architectes et l'architecture ont une quelconque capacité au regard des problématiques territoriales, écologiques et sociales contemporaines, c'est autant à l'égard de la *vitalité* de ces derniers – leur capacité à accueillir la vie – qu'au sujet de leur *existence* – leurs conditions collectives de production, de déploiement, de réception. En travaillant avec les gens sur les lieux où ils vivent, il a bien été question, pour chacune des équipes engagées dans ces résidences, de retrouver une co-attention, des un-es aux autres,

²² Edith Hallauer (éd.), *La permanence architecturale. Les rencontres au point haut*, Hyperville et al., 2016.

²³ Voir, s'il ne fallait citer qu'une source sur le sujet, l'impressionnant travail mené par les belges de ROTOR : <https://rotordb.org/en> et <https://rotordc.com>

²⁴ Encore Heureux, *Lieux infinis*, Pavillon français de la Biennale de Venise 2018.

²⁵ Georges, Mathias Rollot (co-éd.) *L'hypothèse collaborative. Conversation avec les collectifs d'architectes français*, Marseille, Hyperville, 2018.

²⁶ Edith Hallauer, *Du vernaculaire à la déprise d'œuvre : Urbanisme, architecture, design*, Thèse de doctorat à l'Université Paris-Est, soutenue en 2017.

des un-es aux lieux, des lieux à tou-tes : bref, retrouver les modalités de la *coexistence des milieux*.

L'architecture en tout cela, qu'est-elle encore ? Un prétexte, c'est certain. Un objectif, peut-être, parfois, à l'occasion. Un moyen ou une méthode, oui, sans doute. Un ailleurs, une beauté, une envie, ce serait bien. Mais tout de même une évidence. Car, comme le formule bien Marc Verdier, après tout, « les territoires posent des questions qui sont celles de l'architecte. Comment habiter un paysage, un site issu d'une longue histoire de construction et de savoir-faire ? Comment interroger au mieux les potentiels des ressources locales ? Comment construire un projet (extension urbaine, réinvestissement des structures bâties existantes, évolution des modes d'habiter, mise en tension des enjeux de patrimoine et d'architecture contemporaine...) ?²⁷ ». Les architectes, pour peu qu'ils et elles sachent se départir de leurs peurs au sujet du devenir de leur discipline et ses objets, ont toutes les compétences pour être des acteurs et actrices précieux-ses du monde qui vient.

Christian Carle a peut-être raison : « la première condition du respect des hommes entre eux c'est le respect du monde où ils vivent, et en premier lieu des paysages et des cadres où leurs vies s'enracinent »²⁸. Resterait alors à engager collectivement le transfert de notre cosmologie vers une autre, plus « biorégionale »²⁹ ; un monde moins individualiste, moins anthropocentré, moins extractiviste, moins colonialiste / plus équitable, plus modeste, plus situé, plus mesuré. Une société écologique, en définitive, libérée de « l'environnement », à savoir, sous les mots du Comité Invisible, « ce qu'il reste à l'homme quand il a tout perdu », en ce sens que : « Ceux qui habitent un quartier, une rue, un vallon, une guerre, un atelier, n'ont pas d'"environnement", ils évoluent dans un monde peuplé de présences de dangers, d'amis, d'ennemis, de points de vie et de points de mort, de toutes sortes d'êtres [...] Il n'y a que nous, enfants de la dépossession finale, exilés de la dernière heure – qui viennent au monde dans des cubes de béton, cueillent des fruits dans les supermarchés et guettent l'écho du monde à la télé – pour avoir un environnement ».

²⁷ Marc Verdier (éd.), *Campagnes en projets (2005-2015), 10 ans d'ateliers territoriaux*, ENSA Nancy, 2015, p.12.

²⁸ Carle, Christian, *Libéralisme et paysage*, Paris, La Passion, 2003, p.31.

²⁹ Mathias Rollot & Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, Marseille, Wildproject, 2021.

Merci au ministère de la Culture et à la DRAC de Normandie, ainsi qu'à la Région Normandie pour leur soutien fidèle et leur engagement dans la mise en œuvre de ces résidences, ainsi qu'à tous les partenaires régionaux et institutionnels qui nous ont fait confiance et ont nourri de leur expertise ces dix années de recherche-action en Normandie.

Merci au Réseau des maisons de l'architecture, aux Maisons porteuses de résidences et spécialement à la Maison régionale de l'architecture des Pays de Loire, pour les riches moments d'échange et de partage que nous avons au sein du groupe de travail résidences.

Merci aux collectivités, communes, communautés de communes ou encore conseils départementaux, qui ont accueillis une équipe en résidence, et ont fait le choix de l'expérimentation pour imaginer avec les habitants et habitantes de nouvelles façons de vivre et penser leurs territoires. Merci aux établissements scolaires qui ont ouvert leurs classes aux résident·e·s et permis aux enfants et aux jeunes de participer à ces démarches.

Merci aux architectes et diplômé·es d'État en architecture, urbanistes, paysagistes, designers, artistes... que nous avons accueillis durant cette décennie, pour leur engagement, leur créativité et leur écoute, pour ces moments joyeux et stimulants, passés ensemble sur le terrain et pour les amitiés qui en sont nées.

Merci à Marin Schaffner et Mathias Rollot pour leur écoute, leur soutien bienveillant et la qualité de nos échanges.

Merci enfin à toute l'équipe de Territoires pionniers qui a mis en œuvre, enrichi et partagé chacune de ces expériences. Merci à Etienne Debré, Jean-François Chavois et Gilles Dauchez, nos présidents successifs, aux membres de notre conseil d'administration, ainsi qu'à Nathalie Lemarchand, Juliette Breton, Diana Petit-Sarkanj et Kieran Jessel, à Félix Pareja, enseignant-chercheur et doctorant, et à nos stagiaires Steven Juhel, Camille Leddet, Ilanka Alberola, Zoé Le Roi et Jeanne Ly.

Merci enfin et surtout à toutes celles et tous ceux qui ont participé à ces aventures collectives, et les poursuivent à leur manière en engageant une transformation sociale et écologique de leurs milieux de vie.

Direction éditoriale

Marin Schaffner
Elisabeth Taudière

Coordination éditoriale

Marin Schaffner

Illustrations

Marine Duchet

Conception graphique

Anaïs Blanc-Gonnet
Elisabeth Taudière

Impression

Imprimerie Caen Repro Color
papier 100% recyclé

ISBN
XXXXX

Caen - août 2021
territoirespionniers.fr

révéler cultiver réhabiter

Retour sur 10 ans de Laboratoire des territoires

Et si les architectes sortaient de leurs agences pour s'installer sur le terrain, et initier avec celles et ceux qui y vivent des transformations sociales et écologiques ?

Depuis 10 ans, c'est ce que Territoires pionniers essaie de questionner en Normandie avec son Laboratoire des territoires.

Au fil des démarches menées par les architectes accueillis en résidence, son approche de l'architecture a évolué passant des espaces construits à une approche par les modes de vie, et de la possibilité d'une activation collective des lieux à celles d'une réhabilitation des milieux.

À partir des retours et témoignages d'architectes résident-es et de personnes ayant participé à leurs démarches, d'une écofiction ou encore de visions prospectives, cet ouvrage invite à mesurer le chemin parcouru pour mieux imaginer et construire ensemble l'architecture du monde qui vient.

Territoires pionniers Maison de l'architecture - Normandie

Territoires pionniers est une structure culturelle régionale de médiation architecturale et urbaine basée à Caen. Elle mène des projets de terrain singuliers : ateliers, résidences, rencontres et événements publics par lesquels elle participe activement à la transformation écologique et sociale du territoire en ouvrant des espaces d'échange et d'expérimentation associant habitants, professionnels, élus et acteurs locaux.

territoirespionniers.fr